

E. 5310

MÉDITERÁN TANULMÁNYOK

ETUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

VI.

UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF
Département d'Histoire Moderne
et Contemporaine

XB 134954

VE 5310

UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF
Département d'histoire moderne et contemporaine

MEDITERÁN TANULMÁNYOK
ETUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

VI.

Szeged
1995

Rédacteur: László J. Nagy

SZTE Egyetemi Könyvtár



J000845337



Sz 1/91:	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	5310
----------	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------	------

Sommaire

NOURREDINE ABDI (Paris):	
Cultiver le Maghreb	5
ALAEDDIN GHAZAL (Szeged):	
De la vie d'Abd Al-Rahman Al Dakhel	11
ANDERLE ÁDÁM (Szeged):	
Alfonso V, <i>el Magnanimo</i> , and the Hungarian throne.....	17
J. NAGY LÁSZLÓ (Szeged):	
Hongrie, Turquie et Méditerranée dans les XVI – XVII	
siècles: les Hongrois en la Méditerranée	29
SERFÖZŐ ZOLTÁN (Szeged):	
La naissance de l'Etat Albanais et la création	
de l'économie nationale	35
KACZÚR ÁGNES (Szeged):	
El nacimiento de la dictadura de Primo de Rivera	43
KUKOVECZ GYÖRGY (Szeged):	
The „Turks” of Latin America. Remarks on the Problems	
of Syrian-Lebanese Emigration.	57

NOURREDINE ABDI
(C.N.R.S. – Paris)

Cultiver le Maghreb

Trois ordres de raisons sont à l'origine de ce choix:

- une réalité le Maghreb, laquelle ne peut être réduite à une construction purement idéologique
- une prise de conscience de cette réalité en fonction de nouvelles conditions
- une préférence pour cette aire plus que pour une autre

A) Il y a une vérité qui a été peu affirmée sauf à de rares exceptions dont celle de F. Braudel qui s'est attaché à écrire l'histoire à l'échelle de la Méditerranée. C'est le fait que l'histoire, l'évolution de l'humanité se déroule dans le cadre de vastes aires régionales¹ de dimension sous-continentale. Or cette distinction d'ensembles de pays constitués en aires régionales, est très révélatrice. Elle permet de saisir des évolutions en longue période à dimension historique dont le développement global est difficile à suivre au niveau de pays pris isolément lesquels constituent chacun de son côté plus le cadre du changement social, d'une évolution en courte période. Il y a donc quelque'arbitraire à passer directement du niveau régional surtout lorsque l'on prend en considération la longue période

Ce sont généralement des ensembles de cités et de vastes empires qui ont fait la civilisation méditerranéenne avant l'Hérégie.

C'est le Monde Arabe en tant que tel qui jusqu'à la fin du Moxen Age connut un apogée et s'est imposé notamment en Méditerranée, puis est entré dans une phase d'involution et de désengagement.

C'est l'Europe occidentale dans son ensemble et son prolongement nord-américain qui a dominé à son tour le monde. C'est elle et non pas la seule Angleterre qui a été la patrie du capital, avant que d'autres aires régionales telles l'Amérique du Nord, puis l'Asie du Sud-Est ne le soient aussi.

Il en est ainsi du Maghreb lequel n'est ni Orient, ni Occident. Il n'a pas été et ne constitue pas tellement une synthèse entre les deux, même si à certaines époques il fut une voie de passage entre les deux. Même islamisé et ayant participé à l'expansion arabe, il n'a pas moins gardé son individualité par rapport à la rive orientale de la Méditerranée comme aussi par rapport celle du Nord malgré son investissement séculaire par celle-ci.

1 Voir au sujet de la notion d' "aire régionale", sous la direction de N. ABDI, *Aire Régionale Méditerranée*, Alif, Editions de la Méditerranée, Tunis, 1992.

Justifiant le fait qu'il en traite comme d'une entité à part, IBN-KHALDOUN constate au XVI^e siècle "Aujourd'hui, la situation du Maghreb a subi une révolution profonde... et a été totalement bouleversée... Donc il faut... un historien qui puisse... indiquer les changements qui se sont opérés"; ajoutant plus loin "Mon intention est de me borner à l'histoire du Maghreb". M. TOUMI qui le cite ainsi², observe que de telles affirmations doivent être interprétées à la lumière de l'action d'IBN-Khaldoun. Ibn Khaldoun exprimait l'autonomie d'un champs dans lequel il intervenait en tant à la fois qu'homme politique et que penseur et qui se trouvait circonscrit au Nord-Ouest de l'Afrique entre mers et désert.

B) Encore fallait-il prendre conscience de cette réalité plus ou moins négligée si ce n'est occultée, ces derniers temps surtout après la Seconde guerre mondiale. Deux évolutions ont pu contribuer à cette affirmation du régional.

a) Il y a la réduction de l'impact de certaines idéologies à prétention unitaire à l'échelle mondiale, tels le communisme et en même temps le tiers-mondisme et le nationalisme arabe. Plus ou moins inspirée par ces idéologies la doctrine développementiste qui liait le dit Tiers-Monde au monde industrialisé, perd sa force et de sa crédibilité. Au point où l'"occidentalisme" avec sa conception de la liberté d'entreprendre apparaît comme l'état de nature.

b) Ceci en relation avec l'effondrement du système mondial de l'après-guerre. Les trois grandes divisions du monde à savoir l'Est, l'Ouest et le dit Tiers-Monde pris au singulier, laissant place aujourd'hui à d'autres bien plus réduites et nombreuses.

1) On parle de plus en plus pour le Nord comme pour l'Europe, d'aires régionales de dimension généralement sous-continentale; différentes Europes apparaissent y compris l'Europe Occidentale dont s'écarte l'Amérique du Nord. Il y a un éclatement et une délocalisation du Centre lequel paraît se détacher de l'Atlantique se déplaçant encore vers l'ouest, plus qu'il ne donne lieu à ce centre tri-polaire thèse qui domine actuellement. En même temps des aires régionales de dimension généralement sous-continentale (différentes Europes, Amériques, Asies) reprennent le dessus.

2) Par ailleurs les différentes aires régionales constitutives de l'ex-Tiers-Monde connaissent elles aussi une résurgence et tendent à émerger chacune séparément. On parle plus de telle ou telle aire régionale appartenant à un continent comme l'Afrique ou l'Amérique du sud ou constituée par un ensemble à cheval sur plusieurs continents comme le Monde Arabe. Même une aire charnière comme la Méditerranée jusque-là sous l'Europe, mais aussi sous les Etats-Unis, l'URSS..., tente d'émerger timidement. Le Maghreb ne perd pas d'importance dans cette recomposition bien au contraire.

Il y a donc une tendance à la régionalisation à travers la réactivation des entités ethno-culturelles et religieuse et la politique notamment des Etats-Unis en termes de résolution des conflits et des crises à l'échelle régionale, y contribue plus qu'elle ne le réduit.

2 Le Maghreb, P.U.F., Que sais-je? nr. 2024, Paris 1982. p. 30 et 31.

c) Cette restructuration aujourd'hui en cours au Sud comme au Nord de la Méditerranée, ne peut s'opérer qu'à l'exemple des précédentes redivisions et répartitions du monde c'est à dire elle aussi à l'échelle d'ensembles de pays:

1) L'Europe Occidentale tente en tant qu'ensemble de s'organiser et de résister au ravalement de l'Atlantique au profit du Pacifique. Elle utilise avec plus ou moins de succès notamment à travers l'Allemagne et le projet de Mitteleuropa, l'EEurope Centrale comme nouveaux confins. Celle-ci se distinguant en tant qu'entité plus proche de la première que du Monde Orthodoxe. Ceci du fait d'une part de la proximité sur le plan géographique et historique entre l'Europe Occidentale et l'Europe Centrale, qu'exprime entre autre la dimension christiano-latine commune et d'autre part de l'imprégnation de cette Europe Centrale par le système occidental moderne jusqu'à la seconde Guerre Mondiale et même après au travers du système communiste sous lequel elle vécut. Ceci sans parler de son intégration de courte durée à ce système par rapport à ce qu'il en a été pour l'Europe de l'Est. Cette proximité historique et géographique de l'Europe Centrale par rapport à l'Occident, fait que son évolution est distincte de celle de l'est de l'Europe, comme de celle du sud de la Méditerranée.

2) L'Europe Orientale à dominance orthodoxe et la Méditerranée musulmane connaissent l'une et l'autre, une évolution distincte de celle de l'Europe Occidentale et Centrale. Il y a une distance qui se maintient, voire se renforce entre cette Europe et l'Europe Orientale de la même façon qu'elle se développe entre la première et le Sud de la Méditerranée. Plus distincts sont donc le monde sud-méditerranéen et l'Europe Orthodoxe tous deux plongés dans une profonde mutation, y compris en fonction des relations qu'ils entretiennent avec les différentes autres aires.

Si la référence libérale domine encore en Europe Occidentale et même Centrale, le mouvement social à caractère communautaire s'impose plus à l'Est de l'Europe et au Sud de la Méditerranée. La libéralisation elle même s'effectue de façon différente sur le plan à la fois politique et économique en Europe de l'est ou au sud de la Méditerranée par rapport à l'Europe Centrale, où il fut précédé comme en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, par des revendications et des mouvements à la base, au sein d'espaces sociaux plus ou moins autonomes par rapport à l'appareil d'Etat. Alors que dans cette Europe Centrale le processus de libéralisation a en lui même un caractère plus démocratique et spontané, dans les deux premiers cas il s'agit d'une libéralisation plutôt concédée et bureaucratique.³ Dans un système bureaucratique, l'initiative de la désétatisation ne pouvait être prise que de façon bureaucratique à partir du sommet. Ainsi donc on peut rapprocher le processus de désétatisation algérien et égyptien davantage de celui intervenu dans des pays du monde orthodoxe et musulman ex-soviétique dont ce serait à leur structure sociale propre et leur rapport particulier à

3 Ce qui a fait dire à un collègue qu'il faudrait une libéralisation de la libéralisation, M. BOUZIDI, Conférence à l'Atelier de Travail *la Transition à l'Economie de Marché* organisé par ses soins au CENEAP, Alger, 1991.

l'économie mondiale, qu'est due une moindre implication dans le cadre de cette évolution.

A la différence de pays christiano-latins d'Europe Centrale et à l'exemple de ceux du monde orthodoxe et musulman de l'Est, le mouvement de désétatisation fut initié en Algérie et même en Tunisie à partir du sommet. Il ne fut pas précédé comme en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, par des revendications et des mouvements à la base, au sein d'espaces sociaux plus ou moins autonomes par rapport à l'appareil d'Etat. En effet dans les premiers pays il est apparu clairement que l'initiative de la désétatisation est venue du sommet avec la collaboration d'hommes de l'appareil. Ce fut donc le rôle particulier de couches dominantes à travers l'Etat et de leur rapport à la société. Le pouvoir d'Etat tend ainsi à liquider une force concurrente que constitue une classe d'Etat qui était parvenue à s'imposer et ne se contentait plus de l'exercice d'un rôle technique, mais se coonsidère comme une héritière du boumédiénisme se légitimant par des arguments autant nationalistes que bureaucratiques. Il préfère lui substituer une lumpen-bourgeoisie privée moins puissante et plus opportuniste bien que plus bruyante.

L'ouverture ne s'étant pas faite à partir de la base, la désétatisation opère de la même façon sur le plan économique. De cette initiative de l'appareil bureaucratique dans le processus de désétatisation et de déroulement de ce dernier, résultent sans doute la forme de restructuration qui s'impose actuellement et particulièrement sa lenteur et qui plus est l'absence de dynamisme. Sauf qu'à long terme, entre l'évolution au Maghreb et celle dans les pays ex-communistes situés à l'est et au sud de l'Europe, l'analogie risque d'être réduite, surtout du fait de la situation de celle-ci entre l'Europe Atlantique et ne Asie Orientale en pleine expension. Ceci faisant la différence dans en sens qui somme toute ne peut être forcément que favorable.

3) D'où l'accentuation du caractère frontalier des aires charnières, c'est à dire celles reliant le Sud et le Nord telle la Méditerranée. Unifiée jusqu'à la seconde guerre mondiale et même bien après, par le système colonial puis néo-colonial, la Méditerranée éclate en plusieurs morceaux. Ceci même si plus que jamais elle fait l'objet de nombre de débats et de publications en tant qu'ensemble unifié.⁴ L'ex-URSS a elle même éclatée et les différentes entités qui en sont issues sont animées entre elles par un mouvement davantage centrifuge. On parle de risque d'un "klash civilisationnel" en Méditerranée.⁵ Il pourrait en être de même entre l'Europe occidentale et centrale d'une part et celle de l'est de l'autre.

Tout ceci rend encore plus nécessaire cette approche macrorégionale. Dans tous les cas l'objet est de faire ressortir cet espace autant que possible en tant que système régional d'une importance presque aussi grande que le système au niveau mondial ou

4 Telles les cahiers *Aire Régionale Méditerranée* publiés sous la direction de N.ABDI par le Groupe Maghreb-Méditerranée et dont le numéro 3-1995 paraîtra en septembre prochain. Les *cahiers Etudes sur la Région Méditerranéenne* publiés sous la direction de László NAGY par l'Université Attila Jozsef de Szeged en Hongrie.

5 A BENANTAR, "Algérie-Actualités" du 5 Avril 1994.

national. L'appréhension du Maghreb comme des différentes autres aires du pourtour méditerranéen lequel comme par exemple l'ensemble Amérique Centrale-Caraïbes-Amérique du Nord, est marqué par la plus grande disparité entre ses parties, présente un grand intérêt tant pour la connaissance, qu'au niveau de l'action.

C) Cependant il y a aussi une part de choix stratégique dans cette affirmation du Maghreb.

a) Face à un monde encore polarisé même s'il y a ce renouvellement sur ce plan, j'invoque cette dimension en tant que virtualité comme je cultive dans le même esprit d'autres aires régionales plus ou moins vastes:

- L'Afrique Septentrionale dont la dimension saharo-sahélienne a été l'objet de nos précédents travaux⁶ et l'Afrique méditerranéenne thème d'un séminaire que je dispense à l'Université de Paris VII;

- la Méditerranée principal objet de travaux en cours dans le cadre du Groupe Maghreb-Méditerranée, de sa Session ad hoc "Aire Régionale" de l'Association Internationale de Sociologie et de ses cahiers publiés sous le titre Aire Régionale.

Le choix du Maghreb n'exclut donc pas la référence à d'autres des aires, tels un rapprochement bilatéral, un regroupement à l'échelle de l'Afrique Méditerranéenne, du Monde Arabe, de l'ensemble Maghreb-Sahel, de la Méditerranée prise dans son ensemble, voire de l'ensemble Euro-Arabe. Encore que ce n'est que pour le Maghreb, comme pour l'Europe et le Monde Arabe pris séparément, que l'on conçoit une intégration, même s'il n'existe que les termes d'arabisme et d'européanisme à la différence de celui de "maghrébinisme" comme celui d'ailleurs de "méditerranéisme".

b) Je postule l'existence du Maghreb comme sujet historique et comme véritable alternative. Ceci en la considérant en tant que dimension optimum constituant d'une part un cadre d'un regroupement plausible et d'autre part un point d'équilibre à l'intérieur d'une zone de tempêtes dont le caractère instable s'est accentué depuis l'attaque menée par l'Occident contre l'Irak. L'objectif étant de l'affirmer ainsi sur le plan à la fois interne et externe.

1) La préoccupation est avant tout d'ordre interne. L'unité du Maghreb est envisagée dans la mesure où dans ce cadre les conflits même lorsqu'ils existent n'atteignent pas un haut degré d'exacerbation. Le Maghreb peut être considéré en tant que lieu de commensalisme et de symbiose.

6 Voir notamment nos trois études: "Politique régionale commune à l'Algérie et à la Libye." Economic and social development in the nineteenth and twentieth century, Londres, The Center of Middle East Studies (SOAS), Université de Londres, 1981., "Commun Regional Policy for Algeria and Libya: from Maghribi Unity to Sahara Integration", Sous la direction de E. G. F. Joffé et K. S. McLahlan, Social and Economic Development of Libya from 1835 to 1961. Londres Menas, Socio-Economic Studies, 1982., "Communauté Régionale et Economie Energético-miniére, l'exemple de l'Algérie et la Libye" sous la direction de M. Beau, Vers quel Nouvel Ordre Mondial? Université de Paris VIII, Bulletin de Liaison nr. 2, Sept. 1983.

Il y a aussi la volonté de relativiser la pesanteur oligarchique et l'extrémisme islamiste qui s'imposent en son centre, compte tenu du fait que durant les premières décennies de l'indépendance, l'engagement socialiste algérien s'est trouvé certes mis en évidence, mais en même temps a été tempéré, voire circonscrit par l'orientation différente des autres pays du Maghreb y compris celle de la Tunisie.

La reconnaissance du Maghreb à travers toutes ses dimensions ou disons de la maghrébinité, assure un cadre qui permet de concilier d'une certaine façon l'histoire récente moderne y compris des parcours personnels avec une histoire plus ancienne de cette région.

2) Sur le plan externe cette spécificité maghrébine permet la référence à une identité qui soit moins globalisante comme celle qui se réfère à un ensemble plus vaste arabe, musulman, africain... etc., dans la mesure où elle contribue à un enracinement plus local notamment en réalisant une synthèse entre les deux Maghreb celui des anciens et le Maghreb moderne.

3) Il est vrai qu'il y a aussi la préoccupation de peser sur les relations avec différentes autres aires régionales, notamment l'espoir de constituer entre plusieurs pays, un ensemble à la fois plus intégré et plus imposant en vue de relations plus équilibrées. L'aire régionale est à considérer aussi en tant non seulement que cadre d'une évolution globale, mais encore en essayant de déterminer ce qui pourrait en être l'aboutissement. Il s'agit de dégager les perspectives d'un avenir régional commun, qu'il soit plus maîtrisé que subit, c'est à dire qu'il consiste en un essor plus ou moins autonome plutôt qu'en un moindre développement et donc une plus grande dépendance.

Le choix du Maghreb comme de toute autre régionale ne devant pas être envisagé dans un esprit purement défensif, mais dicté par une préoccupation de création et de production et par conséquent d'impulsion et de dynamisation sur le plan interne et d'ouverture et d'établissement d'un partenariat à l'extérieur. C'est là la raison essentielle de cette approche de préférence au travers de cette dimension macro-sociétale représentée par toute aire régionale, en vue de saisir la consistance d'un tel ensemble supranational lequel apparaît à l'exemple d'autres aires, aujourd'hui plus que jamais comme une réalité intéressée.

ALAEDDIN GHAZAL
(Université de Szeged)

De la vie d'Abd Al-Rahman Al Dakhel

Abd Al-Rahman est né à Damas en 731, descendant des califes et des rois omeyyades, mais il n'a hérité de ses aïeux que la colère et l'esprit de vengeance sanguinaire du régime abbasside.

En 750, le sort de l'Etat Omeyyade s'est joué dans la bataille d'Elzab lorsque le dernier calife omeyyade, Marwan Ben Mohammed s'est fait tuer. Son vainqueur était l'un des chefs du soulèvement abbasside, Abdullah Ben Ali.

Les exécutions successives des princes omeyyades ont contraint les princes omeyyades restés en vie à fuir les sabres abbassides. Abd Al-Rahman Al Dakhel était l'un des princes qui ont réussi à échapper aux massacres abbassides. Avec ses parents, il s'est évadé dans un village situé sur l'Euphrate. De là, il continuait sa fuite en Palestine où il a été rejoint par son fidèle serviteur (Badr) qui l'a pourvu d'argent. Badr jouera un rôle important plus tard dans le renforcement du pouvoir d'Al Dakhel en Andalousie.

De Palestine, il est allé en Egypte, ensuite en Tunisie. Le souverain de la Tunisie à l'époque était Abd Al-Rahman Ben Habib Al Fahri qui, au début, a donné asile aux Omeyyades exilés, mais plus tard il s'essayait de se débarrasser d'eux. Ainsi, Abd Al-Rahman Al Dakhel, lui aussi, a été obligé de quitter la Tunisie. La mère d'Al Dakhel était d'origine berbère, c'est pourquoi il cherchait asile chez ses oncles berbères (dans la tribu Nafza).²

La tribu Nafza vivait près de Tanger. De là, Abd Al-Rahman commençait à observer l'Andalousie où des combats furieux sont livrés parmi les tribus diverses et les cultes divers. L'un des cultes d'Andalousie est encore resté attaché aux Omeyyades. Aussi Al Dakhel est entré en relation avec eux en leur promettant de reconstruire l'Etat omeyyade, mais non pas à l'Orient, mais en Andalousie. Il y a envoyé son serviteur Badr qui lui cherchait des partisans. Les chefs des Omeyyades d'Andalousie à l'époque étaient Abu Usman et Abdullah Ben Kaleb. Au début, Badr a créé des rapports avec ces deux chefs et leur a exprimé l'intention d'Al Dakhel. Les deux chefs omeyyades ont

1 Abd Al-Rahman Al Dakhel était l'un des souverains les plus illustres d'Hispanie, d'Al Andalous. L'adjectif *Al Dakhel* signifie "celui qui pénètre, entre". Il a reçu ce nom quand en s'évadant devant les Abbassides depuis Damas, est arrivé en Hispanie et y a fondé un émirat autonome. L'étude a pour but de reconstruire une partie de sa vie et de son activité d'après la chronique de *Nafeh Altib*.

2 Al Ibar - Ibn Khaldun. Kuwait 1963. 4. k. 262. p. (en arabe)

essayé de solliciter l'appui du chef du parti mudarite (d'Al Soumaïl), mais Al Soumaïl n'a soutenu Al Dakhel qu'en lui accordant le droit d'asile sans aucun pouvoir politique.

Al Dakhel a demandé aux deux chefs d'essayer de trouver l'appui des yéménites qui étaient en relations hostiles avec les mudarites. Les yéménites ont tout de suite contribué au soutien d'Abd Al-Rahman car ils avaient besoin d'un chef omeyyade légitime. Ainsi, ils ont fait venir chez eux Al Dakhel, qui est arrivé en Andalousie en 755, dans le village de Torrox où il a été rejoint par les partisans des Omeyyades.

Pendant ce temps, Youssef Al Fahri³ se trouvait en Espagne du Nord, luttait contre les rebelles dans la ville de Saragosse. Quand il a réussi à briser la révolte de Saragosse, il lui est parvenu la nouvelle du débarquement d'Abd Al-Rahman. Ainsi, il était obligé de regagner rapidement Cordoue pour se préparer contre l'attaque d'Abd Al-Rahman. Les deux chefs mudarites, Al Soumaïl et Youssef ont décidé d'offrir la paix à Abd Al-Rahman. C'est ainsi qu'ils ont essayé de gagner du temps pour pouvoir préparer la guerre. Ils ont envoyé une délégation à Al Dakhel. Dans le village de Torrox, la délégation de Youssef et Al Soumaïl a remis la lettre du chef mudarite à Al Dakhel. Mais ils ne pouvaient pas tomber d'accord et ainsi les deux parties devaient se préparer à la guerre.

Les dirigeants des villes de Reya Sedunia et de Morron ont joint l'armée d'Abd Al-Rahman. Abd Al-Rahman continuait son chemin vers Séville où le chef du parti yéménite (Abu Al Sabah) l'a chaleureusement accueilli et l'a joint. Comme cela, toute l'Andalousie du Sud et de l'Ouest est passée aux mains d'Abd Al-Rahman et d'ici il se préparait à attaquer Cordoue. Ses conseillers lui ont proposé d'attaquer Cordoue parce que la cour princière se trouvait dans cette ville, et à Cordoue il y avait une colonie omeyyade nombreuse qui le joindra à son arrivée.

Le combat décisif a eu lieu le 13 mars 755 au village d'Al Masara près de Cordoue. Le combat était de courte durée, les cavaliers d'Abd Al-Rahman ont entouré l'armée de Youssef et Al Soumaïl ont pris la fuite.

Après la victoire, Al Dakhel est entré dans Cordoue et s'est déclaré prince d'Andalousie.

Les guerres et les luttes pour le pouvoir ont laissé des traces profondes dans la personnalité et dans le psychisme d'Abd Al-Rahman. Tout cela se manifestera plus tard dans son attitude de souverain, dans sa politique et même dans sa poésie. Le prince a puni cruellement tous ceux dont il pensait qu'ils menaçaient son pouvoir pour si peu que ce soit sans égard pour sa parenté et ses amis les plus fidèles. Entre autres, il a chassé Badr, son serviteur le plus fidèle qui l'avait beaucoup aidé à son avènement au pouvoir. Il a confisqué ses biens, déchargé de ses fonctions, bien que Badr n'ait eu qu'une seule faute: après l'avènement au trône du prince et après que lui-même a reçu une position en flèche dans le gouvernement, il a plusieurs fois déclaré publiquement que sans son aide le prince n'aurait pas réussi à parvenir au pouvoir. Une autre fois les gens du

3 Youssef Alfahri et Al Soumaïl étaient les deux chefs du parti mudarite lorsque Al Dakhel est arrivé en Andalousie.

Prince ont dévoilé une tentative de putsch où son neveu, Almugira Ben Moaouïa a aussi joué un rôle et à cause de cela le prince l'a fait exécuter en 783 et a exilé le père de celui-ci d'Andalousie.

Le prince était très fier d'avoir pu créer de la sécurité et du pouvoir pour la dynastie meyyade après que le régime abbasside avait renversé le califat de Damas. Ce pouvoir, n l'a payé cher: des souffrances, luttas, fuites pleines de sang et de larmes.⁴ Après le renforcement de son pouvoir, Al Dakhel a eu la première chose à faire: il a appelé ses parents restés en vie poursuivis par les Abbassides, et il en a écrit des vers.⁵

J'ai traversé un désert,
J'ai parcouru en bateau une mer agitée,
Je me suis acquis du pouvoir,
J'ai élevé une tribune d'orateur,
J'ai recruté des soldats,
J'ai reconstitué un pays.
J'ai appelé ma parenté auprès de moi,
Venez chez moi avec affection après votre vagabondage.

Mais parmi ces gens il y en avait qui au lieu de reconnaissance aspiraient à son pouvoir ou bien lui faisaient des reproches. Cela a rendu Al Dakhel très triste. Dans un autre poème il en a écrit.⁶

Que personne ne nous adresse de reproche,
En disant: sans moi Al Dakhel ne serait pas devenu roi.
Avec ma chance, avec mon courage,
Avec mon sabre et ma lance
J'ai obtenu ce que j'ai obtenu
Avec l'aide de Dieu.
Les rois sont comme les planètes au cours des temps,
L'une s'éteint pour qu'une autre s'allume.
Attention, attention, ne l'oubliez pas !
Dynastie omeyyade!
J'ai rétabli la cassure
Avec ma force à l'ouest
Et je vous ai fait plaisir.

4 L'évasion d'Al Dakhel de Syrie en Andalousie a duré six ans

5 Khaled Alasali: Aburrahman Eldakhel. 1979 Beirout. 92. p. (en arabe)

6 Ibid. 90. p.

Abd Al-Rahman était un poète à l'âme sensible, il aimait la culture. Il appréciait les gens d'après leur culture, même ses enfants ne faisaient pas exception à la règle.⁷

Abd Al-Rahman a essayé de créer l'atmosphère de la Syrie en Andalousie. Il voulait y parvenir avec l'architecture, la culture et avec l'acclimatation des plantes. Il a fait construire un palais à Cordoue qui était identique au palais de son grand-père, le calife Hisham et il a commencé la construction de la grande mosquée.

Dans son âme, le mal du pays n'a jamais cessé, il a souvent répété qu'il reconquerrait la Syrie, bien que militairement ce n'ait pas été possible. Tout ce qui le faisait rappeler son pays le bouleversait sentimentalement, il l'a exprimé en vers:⁸

Si tu avais une âme, tu regretterais
L'eau de l'Euphrate et le pays des palmiers.
Tu as été chassé par la haine abbasside
De la terre de mes parents.

La première grande construction d'Al Dakhel était Arrasufa, ce palais était la réplique du palais de son grand-père. d'où son nom. Le palais était entouré de beaucoup de bâtiments annexes et de larges parcs. Pour cela, il a commandé les espèces de qualité des arbres fruitiers et des semences originaires de la Syrie. Ces fruits se sont rapidement répandus dans toute l'Andalousie, la grande safari est encore célèbre de nos jours. Al Dakhel s'est mis à construire la grande mosquée de Cordoue pour laquelle il a dépensé 80 000 dinars. La construction fut poursuivie par ses descendants et ce fut Al Mansur qui la termina.⁹ La grande mosquée à l'époque avait 1293 colonnes, le bâtiment était orné d'or et de perles précieuses. L'entrée et le rétable de la mosquée sont en or pur, elle est ornée de 280 lustres d'argent et de 21 portes. C'est dans cette mosquée qu'on gardait le Coran du calife Osman écrit à la main sur peau de daim, et dont au total il n'y a que quatre exemplaires dans le monde entier, leur contenu est identique, donc il est impossible de les falsifier et de les transcrire.

La caractère damascène de Cordoue s'est déjà formé au temps d'Al Dakhel représenté par l'installation des bâtiments, leur style, la formation des cours intérieures, l'aménagement des jardins, des citronniers et des jets d'eau. Le prince a fait construire un atelier monétaire moderne, des palais, des bains publics et des mosquée, et il a fait entourer Cordoue de murailles. Il a fait construire des routes qui étaient pavées et éclairées. Il a fondé plusieurs bibliothèques et écoles, ainsi la culture fleurissait sous son règne. La grande mosquée de Cordoue et le palais Arrasufa sont des œuvres qui marquaient l'époque et non seulement en ce temps-là, ils dépassaient l'architecture

7 Al Dakhel a désigné héritier son fils Hisham, car Hisham était le plus instruit et le plus civilisé de ses enfants.

8 Khaled Alasali, 67. p.

9 Les descendants d'Al Dakhel ont toujours agrandi la surface autour de la mosquée en achetant les maisons voisines qu'ils ont rattachées à la mosquée.

contemporaine. Leur construction, l'exécution des travaux sont caractérisées par l'élégance et le haut niveau.

C'est Ibn Hayyan, le célèbre historien andalou qui a le mieux caractérisé Al Dakhel en écrivant à propos de lui:¹⁰ "L'imam Abd Al-Rahman Al Dakhel est sage, extrêmement patient, d'une vaste érudition, sévère et résolu. Il a battu tous les ennemis, a conquis toutes les villes qu'il a assiégées. Un héros brave, très prudent. Il se reposait peu, ne confiait pas ses affaires à d'autres. Il était un brillant et généreux homme politique. Il aimait le costume blanc, les jours de fête il menait la prière et prononçait des discours. Il recrutait les soldats qui portaient son drapeau. Il avait des chambellants et le nombre de ses chevaliers était 100 000."

10 Nafeh Altib: *Almukari*. Beirout 1988. 3. k. 37. p. (en arabe)

ÁDÁM ANDERLE

Alfonso V, el Magnánimo and the Hungarian Throne

Hungarian historiography has a fairly detailed picture of certain Spanish-Hungarian, or more precisely, Aragonese-Hungarian relations of the 15th century. Antal Áldásy's inaugural dissertation about the affairs of *Zsigmond király és Spanyolország* (*King Sigismund and Spain*) gives a detailed survey up to 1416 mainly in connection with the schism and the Council of Constance, but after that he only mentions sporadic data until 1447.¹ He finishes his book with a reference to Lajos Thallóczy's research, who (Thallóczy) revealed the relations between János Hunyadi and Alfonso V of Aragon (1447 – 48) as well as Hunyadi's offer to Alfonso about establishing an anti-Turkish alliance and about accepting the Hungarian throne.²

It was Lajos Thallóczy who, after Schwandtner, found the documents of the János Hunyadi – Alfonso relations in the *Archivo de la Corona de Aragón* in Barcelona and published them in the first volume of the Frangepán collection of documents and in the *Bosnyák és Szerb élet- és nemzedékrajzi tanulmányok* (*Bosnian and Serb biographical and genealogical studies*) drawing a good, data-rich portrait about Alfonso.³ Compared to them, the work of Vilmos Fraknói in 1910 served more the purpose of popularisation.⁴ As a matter of fact, since then the Hungarian historical works have been written on the question based on these antecedents – without publishing any considerably new data.

The principal constituents of this theme are the following: Hunyadi's plan for a detailed military alliance between Hungary and the Aragonese Crown against the Turks and its financial conditions: in addition to this Hunyadi offered the Hungarian crown to Alfonso: according to this plan Ladislas Hunyadi would come to Alfonso's court (the alternatives being: to be educated, to be a hostage, or for a marriage with a granddaughter of Alfonso): and Hunyadi would be guaranteed that he could keep his leading role in Hungary.

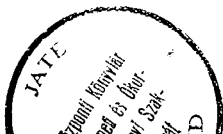
Hóman-Szekfű's *Magyarország története* (*The History of Hungary*), the works of Lajos Elekes, Zsuzsa Teke and Péter Kovács discuss this story of 1447–48 in detail, but

1 Áldásy, Antal, *Zsigmond király és Spanyolország*. Budapest, 1927.

2 op. cit., pp. 117 – 118.

3 Thallóczy – Barabás: *Frangepán okmánytár*, Vol. I. pp. 350 – 365; *Thallóczy, Lajos*, *Bosnyák és Szerb élet- és nemzedékrajzi tanulmányok*. Budapest, 1909, biography on pp. 260 – 296.

4 Fraknói, Vilmos, *Hunyadi János és Aragóniai Alfonz*. *Katholikus Szemle*, 1910, Vol. III, pp. 229 – 242.



their data did not have new sources⁵ even though their emphases and interpretations are different. The most severe of them is Péter Kovács who describes Hunyadi's plan for crowning Alfonso a Hungarian king as "an idea lacking reality."⁶ The other writers do not regard Alfonso's promises as serious either, and Elekes writes about Alfonso with outspoken antipathy.⁷

In his historical works written in Spanish on Hungarian themes, Olivér Brachfeld, the Hungarian Hispanist who lives in Barcelona also touches upon the common Aragonese (Catalan) – Hungarian relations.

In the book he wrote in 1936 about the justice of the Hungary of Trianon⁸ he only mentions the fact of the invitation. Then he devotes more attention to the question in his Spanish *History of Hungary*, written in 1957, bitterly saying: Alfonso forgot about his promises concerning the Hungarians.⁹ A new element – regarding Hungarian historiography – is his concrete remark (unfortunately, without providing the source) that according to the common plan László Hunyadi would have married Alfonso's granddaughter, Eleanor. It is striking that Brachfeld only used Hungarian historical works and he did not investigate the materials in the for him near-by archives in Barcelona.

Anyhow, it can be established that the Hungarian historiography unanimously dates the rapprochement of Hunyadi and Alfonso, the plan for the anti-Turkish alliance and for the Hungarian throne, and the negotiations for them from 1447. The almost century old balance of the Spanish (mainly Catalan-Aragonese) and the European historiography does not only complement this picture, but at certain points it can also give encouraging impetus to new research.

The most comprehensive works of the beginning of this century about Alfonso's Eastern policy are linked with the names of J. Miret y Sanz and Francesco Cerone who make Hunyadi's activity lifelike relying on an enormous source-material, too.¹⁰ Yet, it is the work of Gimenez Soler, who wrote and published Alfonso's *itinerary* in 1908, that contains a radically new element.¹¹ Although Gimenez Soler does not know the plans of Hunyadi and Alfonso that appeared in their correspondence in 1447 – 48, talking about 1438 he surprises us with an astonishingly new reference: he quotes a Catalan source according to which Alfonso was approached in secret by representatives

5 *Hóman – Szekfü*, Magyarország története, 6th edition, Budapest, 1939, pp. 438 – 439; *Elekes, Lajos*, Hunyadi János. Budapest, 1952; *Téke, Szusza*, Hunyadi János és kora. Budapest, 1980, pp. 166 – 169; *Kovács, Péter* A Hunyadiak kora. Budapest, 1992, pp. 12 – 24.

6 Kovács, op. cit., p. 24.

7 Elekes, op. cit., pp. 360 – 361.

8 *Brachfeld, Olivér*, La Justica de Hungría. Barcelona, 1936, pp. 19 – 20.

9 *Brachfeld, Olivér*, Historia de Hungría. Barcelona, 1957, p. 138.

10 *Francesco Cerone*, La política orientale di Alfonso di Aragona. Napoli, 1903. See also *Joaquín Miret y Sanz*, La política oriental de Alfonso de Aragón. Barcelona, 1904.

11 *Gimenez Soler*, Itinerario del Rey Don Alfonso de Aragón el que ganó Napoles, Zaragoza, 1908.

of the Hungarian barons in January 1438 with a request that he should accept the Hungarian throne.¹² The Catalan Soldevilla, however, writes in his "History of Catalonia" – without a source reference – that in 1444, after the misfortune at Várna the Aragonese king sent a secret delegation (1444) to gain the support of Hungarian barons for himself and to seize Saint Stephen's crown that became subject to rivalry and conflict after the catastrophe at Várna.¹³

From his further lines it appears that Soldevilla knows about Hunyadi's offer in 1447–48, but in his short summary the events of the different years rather "slide" into one another. In any case, from this point on the existence of the contact from 1444 and the plan regarding the throne are stable – and believable – elements of the Spanish and the European historiography. It was probably the Roumanian *Constantin Marinescu* who emphasized it the most strongly. He did research on the Catalan version of the "White Knight". According to Marinescu's thesis¹⁴ that created great stir János Hunyadi was the inspirer of *Joanot Martorell's* gigantic work, the "Tirant lo Blanch", written between 1460 – 1465. Marinescu explains his hypothesis with linguistic ingenuity starting the argumentation with Hunyadi's Roumanian origin (Valachus – balachus = Blaquie = Blac = Blancus, etc.), which brought about agreement as well as criticism in Spanish literary history.¹⁵ The root of the matter is, however, that apparently János Hunyadi was really the main inspirer of the Catalan writer of the "white knight".

The Catalan literary history reinforces this. In *M. de Riquer's* literary, for example, the title of one independent chapter is: "Joan Hunyadi". Analyzing the Martorell-text Riquer argues in favour of Hunyadi whose – i.e. the white knight's – flag we can find the raven on ("e fén-hi pintar un corb") just like in the case of Mathias Corbi – Mathias Corvinus.¹⁶ It is also a fact that the contemporary Aragonese and Catalan politicians wrote a considerable amount about Hunyadi. The Catalan, Valencian, and Aragonese envoys who worked in Naples, for example, often wrote about Hunyadi's victories in the accounts they sent home calling him "lo Blanch", "la comte Blanch".¹⁷ Alfonso's

12 Op. cit., p. 152.

13 *Ferran Soldevilla*, *Historia de Catalunya*. Barcelona, 1935, vol. II, pp. 675 – 676.

14 *Constantin Marinescu*, *Du nouveau sur "Tirant lo Blanch"*. *Estudis Romanics*, Barcelona, 1953 – 1954, pp. 137 – 205.

15 *J. Martorell*, *Tirante el Blanco* (publication in Spanish), Madrid, 1974, Vol. I–V. The introductory study relies on Marinescu's thesis, though it adds that Hunyadi is the principal, but not the only model: the heroic figures of Geoffroy de Thois, Pedro Vázquez de Saavedra, and Jaume de Vilaragut also make themselves felt through the work. Op. cit., p. LXVII.

16 *M. de Riquer*, *Historia de la literatura catalana*. Vol. II. Barcelona, 1980, pp. 698 – 699.

17 *J. Martorell*, op. cit., pp. LXVI. c.f. *José María Madurell Marimón*, *Mensajeros barceloneses en la corte de Nápoles de Alfonso y de Aragón. 1435 – 1458*. Barcelona, 1963. The linguist, Kálmán Faluba, in his Catalan study published in 1984 throws Marinescu's blanc = valach formula overboard and accepting some earlier argumentations (Florio Banfi, Olivér Brachfeld) he believes the Hunyadi = white knight identity to be of Italian origin deriving the relationship from the (Jankó) Jancus = Blancus, bianco/ianco phonetic similarity. *Faluba*.

chaplain devoted a whole chapter in his diary to Hunyadi's victories with the title "Del comte Blanch."¹⁸ In any case, Marinescu's study strongly influenced the Spanish Scholarship – for that matter by presenting Hunyadi as a Roumanian politician, too – and it had something to say about Aragonese–Hungarian relations as well.

As we mentioned before, Marinescu joins Soldevilla's sequence of thought who also dates the beginnings of the negotiations back to 1444. He even published the Aragonese–Italian envoy's name: *Francesco Danio*. He dates the spurt of the negotiations back to 1446 without referring to a concrete source, however.

His argumentation is certainly interesting even in this way! Marinescu thinks namely that Martorell "should have known" about certain things and events being the son of one of Alfonso's secretary, *Francesco Martorell*.¹⁹

Then though, talking about the Alfonso – Hunyadi negotiations in 1447 – 48, Marinescu refers to the *registros* of the archives in Barcelona, he probably relies on Thallóczy's documentation.

Alfonso's foreign policy, and within it his Eastern policy, is especially rich in data in the studies published after 1945.²⁰ The main point of the argumentation, however, is the same again and again: after Várna "the only logic is Alfonso." He is the one who understands the Turkish danger and wants to do something about it.²¹ This is why Scander bey and Hunyadi appear to him as principle allies.²² Only the Castilian–Spanish interpretation differs from this argumentation – quite considerably, however. The enormous "History of Spain" series marked by Ramón Menéndez Pidal's name and initiated by him would want to know little about this anti-Turkish commitment of Alfonso. Alfonso did not like Aragon – the book says – so he did not even return from

Kálmán, Tirant "El Valac" or Tirant "Joanet." In: *Miscelánea Sanchis* Guarnier I. Univ. de Valencia, 1984. pp. 107 – 108. This study was published again in 1992.

18 *Dietari del Capella d'Alfos el Magnanim*. Transcription, notas: Josep Sanchis i Sivera. Valencia, 1932, pp. 198. About the question see also *Juan Luis Alborg*, *Historia de la literature española*. Vol. I. Madrid, 1979, pp. 471 – 473; and *Csernus, Sándor*, A „Fehér Lovag”. A Hunyadi-mítosz kérdéséhez a XV. századi francia történeti irodalomban. In: „Tanulmányok Karácsony Béla hetvenedik születésnapjára,” Szeged, 1989, pp. 81 – 97.

19 *J. Martorell*, op. cit., p. IX.

20 e.g. *Ernesto Pontieri*, Alfonso V en la politica italiana del suo tempo. In *Estudios sobre Alfonso el Magnánimo con motivo del quinto centenario de su muerte*. Barcelona, 1959, pp. 277 – 296.

21 *Juan Beneyto Perez*, La política exterior de Alfonso V. In: *Homenaje a Alfonso el Magnánimo*. Valencia, 1947, p. 15.

Eugenio Dupré-Thesedier, La política italiana de Alfonso el Magnánimo. Palma de Mallorca, 1955.

Antonio Ubieta and others, *Introducción a la Historia de España*. Barcelona, 1963, p. 259.

22 *Bishop Fan Stylian Noli*, *George Castrioti Scanderbeg (1505 – 1468)*. New York, International Universities Press: *Juan Raglá Campistol*, *Historia de la Edad Media*. Vol. II. Barcelona, 1960, p. 345.

Italy after 1432, and he did not see his – hated – wife. Alfonso became Italianized, says the book, his imperialist policy was nothing, but "Italian lust for fame".²³

Recently Alan Ryder's studies have summarized the research and document publications done on Alfonso so far.²⁴ He is the one who raises the starting point: in 1435, with the death of Giovanna II, queen of Naples, Alfonso inherited not only this throne, but also the title of "the king of Hungary and Jerusalem",²⁵ and from that time on he used it among his titles. Without referring to the source – having read Soler probably a little bit inattentively – Ryder remarks that "three years later, right after emperor Sigismund's death – who usurped the title of the Hungarian king – a delegation of magnates appeared in Italy to offer him (i.e. Alfonso, A. A.) Saint Stephen's crown.

At the time – Ryder continues – even though Alfonso had his hands tied by the quarrel for Naples, he did not recognize the Polish Wladislas Jagiello who occupied the Hungarian throne in 1440.²⁶

"After – Ryder's reasoning goes on – Wladislas' fall at Várna against the Turks in 1444, Janco Hunyadi, the Regent of Hungary, set out again to find a strong king. Considering that the number of possible candidates was rather limited, it is not surprising that Hunyadi and his supporters chose Alfonso who had permanently been in Italy by then and who inherited this title by right of the Anjou Dynasty."²⁷ After this – Referring now to the sources of the Archivo de la Corona de Aragón (ACA) Ryder tells about the events of 1447–48.

This version, in fact – compared to the Hungarian historiography – is considerably new, yet it needs to be proven by primary sources. The point is that the Hungarian barons' interest taken in Alfonso did not originate in 1447, but in 1437–38, and showed considerable continuity. And if the interest in 1437–38 is proven, the "interest" in 1444–45 that immediately followed the defeat at Várna in 1444 might look more probable. In any case our doubts still remain about Alfonso's reaction in 1444 – and the

23 Historia de España. (dir. Ramón Menéndez Pidal). Vol. XV. Madrid, 1982, pp. 425 – 432.

24 Alan Ryder, *El Reino de Nápoles en la época de Alfonso el Magnánimo*. Valencia, 1987; Ryder, *Alfonso el Magnánimo Rey de Aragón, Nápoles y Sicilia, 1396 – 1458*. Valencia, 1992.; Ryder, *The eastern Policy of Alfonso el Magnánimo*. Napoli, 1979; Ryder, *The evolution of imperial government in Naples under Alfonso V. of Aragón*. In: *Europe in the Late Middle Age*. London, 1965, pp. 332 – 357.

25 Ryder derives Giovanna (Johanna, Joana, Juana) II's right to the Hungarian throne from Anjou-origin, from the marriage of Charles II. of Naples and Elizabeth, Béla IV's granddaughter. Ryder, (1992), p. 370.

c.f. Ryder (1987), pp. 34 – 36. About Juana (Joana, Giovanna) II's life see *Gran Enciclopedia Catalana*. Barcelona, 1987, Vol. 13, p. 249.

26 op. cit., p. 370. As we will see in 1438 it is not a "delegation" yet that goes to Alfonso.

27 Victor Balaguer, *Historia de Cataluña y de la Corona de Aragón*. Tom. III: Barcelona, 1862, pp. 527 – 531.

ill in 1444, his life was in danger, and a search for a successor was already started in the Kingdom of Naples.

The Hungarian "proposal" in 1444, however, found Alfonso – compared to the 1437–38 case – in a new, different, and difficult situation: his attention was held by the fierce Italian wars of 1446–48. We need to see this situation behind the Hungarian historians' criticism of Alfonso's uncertain behaviour.

Nevertheless, the documents of the Archives of the Aragonese Crown in Barcelona do prove this early proposal of 1438. In connection with this we would like to present two unknown and confirm the events that followed emperor Sigismund's death with a few related data.

The first document was dated March 24, 1436 in Gaeta. In this King Alfonso instructs his envoy to explain to Sigismund why Alfonso had taken the title of "the king of Hungary" among his titles. The instruction stresses that the envoy has to emphasize Alfonso's benevolence and his readiness for close co-operation, which have characterized his relations with Sigismund so far. Alfonso argues that he took the title of "the king of Hungary and Jerusalem" in the situation that followed Juana II's death on the advice and pressure of the Italian magnates, barons, and their supporters, but he does not really aspire to this title which the emperor holds at present.²⁸

The royal instruction is all caution: and the task of the Aragonese is to do his best so that Sigismund would not feel that Alfonso stands as a rival for the Hungarian throne.

The question, of course was more complicated than that, just like Alfonso's ambitions. Analyzing Alfonso's documents Maria Desamparados Cabanes Pecourt was the last to direct attention to how illustriously Hungary and Jerusalem stand at the head of the list of kingdoms and possessions:

"The most characteristic is where this latter (i.e. the title of "rey de Hungria y Jerusalén", Á. A.) can be found in the list of territories: it is after Valencia and before Mallorca, which no doubt refers to its importance among the dominions..."²⁹

At the time, at the end of the 1430s, although he has not conquered Naples yet, Alfonso is the ruler of a prestigious confederacy, his star is rising. His anti-Turkish

²⁸ Archivo de la Corona de Aragón (hereinafter ACA) Cancillería, registro 2694 (Secretorum 4, Alfonsi IV), fol. 18.r.-21.r. See the original text in Appendix 1. (Transcripció: Alberto Torra).

²⁹ Maria Desamparados Cabanes Pecourt, Particularidades diplomáticas de la cancillería de Alfonso el Magnánimo. In: La Corona de Aragón y el Mediterráneo. Vol. IV. Zaragoza, 1984, pp. 89–99. One example: before 1435 Alfonso's documents started as follows: "Nos Alfonsus, Dei Gracia rex Aragonum, Siciliae, Valenciae, Maioricarum, Sardinie et Corsice, comes Berchinone, dux Athenarum et Neopatrie ac comes Rossilionis et Ceritenie."

As a matter of fact, in Juana (Giovanna) II's documents the list started with Hungary: "Juana II. por la gracia de Dios, reina de Hungria, Jeruzsalén, Sicilia, Dalmacia, Croacia, Servia, etc. ..." c.f. Zurita, Anales de Aragón, XIV., XII. p. 44.

commitment is becoming more obvious, so it is understandable why a group of Hungarian barons would like to see him on the throne after Sigismund.

Following Soler's above mentioned references we had the opportunity to study the original Catalan document which makes it clear that after Sigismund's death a group of Hungarian magnates turned to Alfonso promptly and hurriedly.³⁰ The document is interesting in itself.³¹ On February 8, 1438 Alfonso informs his wife from Gayeta about the current events. According to the note of the *registro* this information was sent in a coded letter.³² The part which interests us is the following:

"... and in order to inform you about other local good news as well, I bring to your knowledge that a man has arrived lately who was sent here by a bishop and some other barons from the Kingdom of Hungary whose throne became vacant due to the emperor's death and which kingdom we are a legitimate heir to by our right to this kingdom: so that they would bring to our knowledge their desire that would be their king and ruler: and because of this dignified mission we wish to send a serious delegation, so we now send them the letters they ask from us, and also a man in secret to that he would get information about how matters are going. Let us trust in Our Lord, God, from whom all things originate, that he would arrange these matters at his will and to our use. I will continuously inform You about the further developments, and You should let me know about the occurrences there. We are very surprised that we have not heard anything about those parts for more than four months, and this impairs our affairs. Let the provident guard of our dear queen and beloved wife be the Holy Trinity."³³

The questions that have not been answered yet, of course, follow from this document: who are those Hungarian barons who supported this undertaking? Who is the said bishop? And: is Hunyadi already part of or the inventor of this version or does he join the plan later?

One thing is sure: at the moment of writing the letter to his wife (February 8) Alfonso did not know yet that Albert was already king. It is obvious though that by then there was not only a group of the Albert-party and of the Polish-party,³⁴ but there was also an Alfonso-party: the quick decision for Albert and his quick coronation were necessary for this reason as well. The speed of the Alfonso-party proved to be inadequate.

³⁰ ACA reg. 2651, fol. 24.v.

³¹ It is important to know that Alfonso's court recorded in *register-books* (*registro*) not only the text of the incoming and the outgoing letters, but it also summarized the oral instructions in detail in these books that were written by the king's secretaries (Joan Olzina, Arnau Fenolleda, Francesco Martorell, and Jordi Catalá). These register-book are arranged thematically. That is why Thallóczy's and Fraknoi's classification of these *registros* as "notarial documents" is misleading.

³² "Fuit expedita in parva forma et in cifra Probata." – ends the note in the *registro*.

³³ Translated from Catalan by Tibor Berta. See Appendix II.

³⁴ Kovács, Péter, op. cit., pp. 12 – 14.

The question can be raised, of course: what kind of information did the "Hispanophile" group of the Hungarian magnates have at the time? What was in his favour – apart from his generally and rising European reputation?

At this point it is worth taking into consideration an until now rather obscure occurrence of the events between 1415–1430/35.

Francisca Vendrell Gallostra raises in her study on "The Central-European knights in the Aragonese court"³⁵ that in the first half of the 15th century the noble knights and their attendants who went on pilgrimage to Santiago de Compostela did not only go to the Granada border or to North-Africa to "do Ritterschaft" against the Moors, but serious political negotiations also took place in the Aragonese and Castilian courts behind the scenery of spectacular fiestas and tournaments.

We know from Áldásy how many noblemen went to Hispania in 1415–16: and we know from Fr. Vendrell that many – for example Péter Cseh and others – went on pilgrimage to Santiago, too.³⁶ In one of our earlier studies we also published parts of the chronicle about the pilgrimage of Ulrik Cillei in 1430 and Rupert, Sigismund's cousin in 1435.³⁷ The above mentioned names and data can only be illustrations to the hypothetical, but established statement that the groups of Hungarian barons could have personal knowledge about Alfonso.

In this respect János Hunyadi deserves special attention. We do not wish to reopen the old debate as to whether Hunyadi met Alfonso during his years in Milan when the Aragonese king was captured by *F. M. Visconti* (1435). Alfonso, however, was in Italy from 1432 on: there was a time when he mediated between emperor Sigismund and Visconti, the ruler of Milan. The relations between Visconti and Alfonso were continuously good, even during the captivity when Alfonso and his two royal brothers – the king of Navarra, Juan, and Prince Enrique – stayed in Milan. In any case, János Hunyadi could have a clear and accurate picture of Alfonso, his personality and aspirations, and not only through Visconti, but also through Francesco Sforza whom king Alfonso also respected. This is why it would not be surprising if János Hunyadi had stood behind the first proposal in 1437.

Looking over the historical literature and source in the Archives of the Aragonese Crown in Barcelona we have not been able to find any source in the "register-book" for

35 *Francisca Vendrell Gallostra*, Caballeros centroeuropeos en la corte Aragonesa. In: *Miscellanea Barcinonensia*. Año X, Núm. XXVIII. Barcelona, 1971, pp. 18 – 43. See also *J. Schatz*, Oswald von Wolkenstein Geistliche und Weltliche Lider Ein- und Mehrstimmung. Wien, 1902. (Wolkenstein was probably Sigismund's interpreter in Perpignan in 1415)

36 *op. cit.*, pp. 34 – 43.

37 *Anderle, Ádám*, Kalandozók és zárandokok, Szeged, 1992, pp. 30 – 34, 57 – 62.

the months immediately following the defeat at Várna in 1444 that would verify the findings of Soldevila, Marinescu, and Ryder. The possibility, however, cannot and must not be excluded. Especially not because presumably it was not only Hungary where there could be a strong Alfonso-party, but the existence of strong Hungarian interests and possibly even a Hungarian (-friendly) group can also be suspected in Alfonso's court in Naples between 1444–46. Ryder, in fact, presents some documents which may suggest this: in 1444–45 in Alfonso's court the head of the international postal service was Hungarian ("Gregorio Ungaro"),³⁸ and the commander of the royal troops in Naples was a Frangepán.³⁹

In any case, after Várna Hungary would have needed an Alfonso-type ruler. Hunyadi's logic and orientation worked well in this respect, and it is clear that the documents of 1447–48 on the co-operation can be seen as *common plans* formulated throughout many years of negotiations. Even the apparently so innocent formulas which Fraknói refers to in his study suggest this.

Hunyadi, quotes Fraknói, requires: Alfonso "will not suppress him, but will keep him in his present status, what is more, *he will raise him even higher...*" (my italics, A. A.).⁴⁰ What is this "even higher"? Hunyadi was well-informed, so he knew that in Alfonso's developing empire there were "locumtenents generalis" at the head of each state. Ryder translated it as "viceroys",⁴¹ but this is a rather inaccurate formula. In Aragon, Valencia, Catalonia, and Mallorca Alfonso's wife, Mary, and his younger brother, the king of Navarra, Juan, were the locumtenents generalis. This office appears in Sardinia and Sicily: and in 1452 when Alfonso enters into an agreement with George Castrioti, the king sends a locumtenents generalis there as well in the person of Ramón d'Ortaff.⁴² They, however, are not regents, they are not viceroys, but deputies of the king with royal rights: Hunyadi probably claimed this office for himself, too.

The whole history of the 300 years of the Hungarian-Aragonese relations and their inferences are rather obscure for Hungarian historiography. The systematic research of this question – especially in the Archives of the Aragonese Crown in Barcelona – however, can prove very profitable. Beyond the actual historical discoveries it can help understand why these two European powers that rose and declined at similar times and lost their independence at the beginning of the 16th century turned towards each other between 1196 and of the 15th century.

38 A. Ryder, *The Kingdom of Naples under Alfonso, the Magnanimous. The Making of a Modern State*, Oxford, 1976, p. 257.

39 Op. cit., p. 337.

40 Fraknói, op. cit., p. 236.

41 Ryder, *The evolution of imperial government...*, pp. 332–357.

42 Op. cit.

Appendix

I.

Gaeta, on 24th March, 1436

Archivo de la Corona de Aragón, Cancillería, registro 2694 (= *Secretorum 4. Alfonsi IV*), fol. 18v – 21r.

(fol. 18v)

Memoriale eorum que dominus frater Bernardus Serra / regius elemosinarius facer et procurare debet apud / sacrosanctum Basiliensem consilium et alia de mandato / e pro parte regie maiestatis Aragonum, Sicilie / circa et ultra farum, etc.

(fol. 20r)

[12] Item dictus frater Bernardus Serra casu quo dominus Iohannes de Palomar quiam pridem / ad dominum imperatorem destinatus fuerat reversus ad concilium non no[sic] sit, mittet / sibi credenciam literam dicto domino imperatori directam i[n] personam eiusdem Iohannis / in visu cuius explicare debet quod dominus Rex more solito vult semper nedum con- / servare sed etiam adaugere cum dicta imperatori Maiestati illam amiciciam et / bonam voluntatem atque necessitudinem quibus hactenus coniuncti fuerunt et quod / dicta imperialis Maiestas nullam sibi admirationem assumat de titulo Hunga- / rie quod dicta Regia maiestas sibi noviter attribuit hoc namque fecit ex causa / necessaria ac cum et de consilium omnium ferè baronum Regni sibi fidelium et parcialium scilicet ut videatur prout est heres legitimus in Regno / Ampulie et successor domine Iohanne secunde dicte Hungarie, Hierusalem etc re / gine et non ut intendat [törölve: intendebat] aut velit sibi Regnum predictum Hungarie / vindicare et ut agnoscat imperialis maiestas quod dominus Rex vult [törölve: aut] cum / aedem tamquam bonus filius convenire contentabitur quod ipse dominus imperator ad conveniendum et tractandum super hijs et alijs que sue maiestati videbuntur / suis oratoribus Basilee exeuntibus tribuit facultatem cum hoc et dum dicta / maiestas regia dictis suis oratoribus concedat et ita tradiditur in man- / dato ubi antedictus dominus Iohannes de Palomario ad dictum concilium redierit / placet domino Regi quod de hac materia comicetur [?] cum oratoribus imperialibus / procurando quod ipsi per literas dictum dominum imperatorem de omnibus informet a quo / insuper facultatem habeant et obtinere procurent specialem ad praticandum de et super ista materia ac si opportuerit ad concondandum et etiam concludendum. Axalo secretari.

(fol. 21r)

Datum in civitate Gayete die XXIII^o / mensis marcii Anno a nativitate Domini M^o CCCC^o XXXVI. Rex Alfonsus.

Dominus Rex mandavit / mihi Francisco Axalo. / Probata.

II.

Archivo de la Corona de Aragón, Cancillería, registro 2651, fol. 24.

Gaeta, on 8th February, 1438

... e perque siats avisada de altres bones noves deça occorents vos notificam com de present es açi arribat un hom a nos trames secretament per un bisbe e altres alguns barons de Regne de Hungria lo qual vacca per mort del emperador e en lo qual Regne nos succehim legittimament per consemblant titol del que havem en aguest Reyalm notificants nos lur affecio que han en que nos scam lur Rey e senyor e com nos entenem trametre una solemne embaxada nos de present los trametem les letres quens demanen e un hom secretament per part nostra per informarse plenament de totes aquestes coses procehexen que aquestes affers endreçara a tot servei sue e beneffici nostre de les prosperitats que daci avant succehiran continuament vos avisarem e vos avisau nos sovint de totes coses aqui occorrents car marevellats som que pus de quatre mesos ha que no sabem nova alguna de aqueixes parts e es gran dan de nostres affers creem pero que los corrues sien empachats en la via e sia Reyna nostra molt cara e molt amada muller vostra curosa guarda la sancta Trinitat. Dada en Gayeta a VIII de Febrer del any mil quatre cents trenta huit. Rex Alfonsus.

Fuit expedita in parva
forma et in cifra. Probata.

III.

Archivo de la Corona de Aragón, Cancillería, registro 2388, fols. 119v –20v.

Valencia, on 16th May, 1415

Petri Cheh Maiori (Marescalco regni Hungarie).
Rex Aragonum et Sicilie.

Reverendo in Christo Patri dilecto et devoto nostro: Cum nobilis nobisque devotus *Petrus Cheh Maior Marescalcus Regni Hungarie* ad strenuos milicie actus exercendos, ut vir bonus et intrepidus telluris ambiens ad ipsam climata declinare proponat. Vos rogamus quatenus eundem nobilem, comites et clientes suos ab inde transeundos nostro intuitu benignis affatibus et agendis admictere, eidemque promotivam velitis ostendere voluntatem, de quo tanto nobis complacebitis singularium quanto ipsi Marescalco proderunt opera meritorum. Date Valencie sub nostro sigillo secreto, XVI die Madii anno a Nativitate Domini Millesimo CCCC^o quintodecimo. Rex Ferdinandus.

Dominus Rex mandavit mihi Paulo Nicholai. Provisum.

Reverendo in Christo Patri, divina providencia, Archiepiscopo Sancti Jacobi, dilecto et devoto nostro.

(fol. 120v)

Sub eisdem forma, date, signo atque mandato similis littera fuit expedita pro eodem Marescallo, directa Episcopo Palentino: que incipiebat: Venerabilis. etc.

Item similis littera fuit expedita pro *Henrico de Gravor*. Milite. directa predicto Archiepiscopo Sancti Jacobi incipiens: Reverendo, etc.

Cum nobilis vir, nobisque devotus, *Henricus de Gravor Miles, dominus de Plomlau*, etc.

In: Vendrell op. cit. p. 37

IV.

Archivo de la Corona de Aragón, Cancillería, registro 2388, fol. 119r.-v.

Valencia, on 16th May, 1415

Rey muy caro e muy amado nieto: Nos el Rey d'Aragón e de Sicilia vos embiamos muyto a saludar assin como a Rey para quien querriamos diesse Dios tanta honor e buena ventura quanta por nos querriamos: Rey muy caro, etcétera, como el noble e devoto nuestro en Pedro Cheh Mayor Marescal del Reyno d'Ungria (sic) por exercer actos de Cavalleria e de notable renombre, honor e fama entienda de correr diversas partes del mundo, singularment vuestros regnos e tierras. Rogamos vos affectiosament que quando acaescera que el dito noble a los ditos vuestros regnos e tierras declinara andar, aquel con todos quantos traera en su companyia, assin de cavallo como de pied, querrades por honor e esquad nuestro recibir e acullir con buena e alegre cara; e facerles aquella buena fiesta e companyia que de vos se pertenesce e muyt bien e notablemente havedes acostumbrado; preservandoles de todo sinistro e scandalo. Certificando vos, Rey muyt caro, que de aquesto nos faredes muy singular e assenyalado plazer. Et si algunas cosas Rey, etc., de nuestros regnos e tierras vos son plazientes con fiança nos ne scrivedes, car nos las compliremos de buen grado. Dada en Valencia dius nuestro siello secreto, a XVI dias de Mayo del anyo de la Natividad de Nuestro Señor Mil CCCC quinze. Rex Ferdinandus.

A nuestro muy caro e muy amado nieto el Rey de Castilla.

Dominus Rex mandavit mihi Paulo Nicholai, provisum.

In: Vendrell op. cit. pp. 37 – 38

LÁSZLÓ J. NAGY
(Université de Szeged – Hongrie)

Hongrie, Turquie et Méditerranée dans les XVI – XVII siècles: les Hongrois en la Méditerranée

Dès le début du XVI^e siècle l'expansion ottomane se heurtait contre aucune difficulté en Europe et dans le bassin méditerranéen. Les Ottomans ont battu l'armée hongroise en 1526 à Mohacs, et quinze ans plus tard, en 1541 ils ont occupé Buda, capitale du Royaume Hongrois. Dans cette même année-là Charles Quint a été défait devant Alger. Par cet événement de grande importance la ville maghrébine est devenue "la plus puissante des villes neuves de la Méditerranée."¹

Après la prise de Buda le Royaume Hongrois s'éclate: le Centre passe sous la domination turque, l'Ouest cherche l'appui de Vienne. A l'Est la Transylvanie devient protectorat turc ayant une autonomie assez large dans les affaires intérieures. Compte tenu de la situation intérieure du pays, de la désunion de ses forces politiques et militaires et des rapports de force européens, la libération du royaume par ses propres moyens s'est avérée impossible. Les hommes politiques hongrois, les représentants de l'aristocratie cherchaient au nom de la survie, endossant même la responsabilité de la subordination à Vienne ou à Constantinople la possibilité de manœuvre plus large.²

Au XVII^e siècle, quand les signes de la décadence de l'Empire ottoman sont perceptibles, commencent à se constituer les fondements d'une coalition antiottomane internationale. Un des piliers de cette coalition est Venise qui a perdu d'abord Chypre (1571) puis – après une longue guerre (1645–1669) – Candie. Au XVII^e siècle Vienne est poussée à la recherche d'une coalition antiottomane – outre des motifs traditionnels – par des intérêts commerciaux aussi: elle fonde en 1667 Wiener Orinetalische Handelskompagnie en vue de jeter les bases levantines du commerce extérieur de l'Autriche. La Compagnie ne survivra que quinze ans, malgré cela elle indique nettement le rôle de l'agent économico-commercial dans la conduite de Vienne. Varsovie reste traditionnellement antiottomane. Ces trois Puissances forment en 1684 la Ligue Sainte dans la constitution de laquelle le Pape Innocent IX jouait un rôle éminent. Ainsi l'intérêt des grandes puissances coïncide enfin avec celui des Hongrois.

1 Braudel, F.: *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris, 1966. t. 2. p. 227.

2 Pach, Zs. P.: *De Mohács jusqu'à la reprise de Buda*. (en hongrois), Századok, 1986. nr. 5-6. pp. 917–943. Pour l'économie voir Zimányi Vera: *La Hongrie dans l'économie européenne* (en hongrois). MTA Budapest 1976.

Dès le XVI^e siècle les relations économiques et culturelles de la Hongrie avec l'aire méditerranéenne (italienne) sont aussi en perte de vitesse. Le nombre des étudiants hongrois fréquentant les Universités italiennes diminue, ils choisissent plutôt celles de l'Allemagne, des Pays-Bas et parfois de l'Angleterre (aussi à cause du protestantisme dominant en Hongrie). Les articles hongrois sont exportés vers l'Occident – ou le Nord – dont une partie arrive par l'intermédiaire des villes allemandes jusqu'aux ports de la Méditerranée.

En revanche dans le cadre des relations hungaro-turco-méditerranéennes le domaine de la diplomatie est très chargé – et c'est compréhensible. Des envoyés, des émissaires, des ambassadeurs arrivent à Constantinople – et parfois ils seront contraints d'y rester: ils arrivent en diplomates et ils resteront en prisonniers. Mais les plus nombreux sont des captifs d'origine. Peu d'entre eux rentrent. Mais souvent eux, ils relatent l'histoire de leur aventure. Ces relations comprennent des informations précieuses sur la région méditerranéenne de l'Empire ottoman.

Paul Rubigally arrive en 1540 à Constantinople faisant parti d'une mission diplomatique. Devant la ville il "admire la flotte de Barberousse composée de 200 vaisseaux comblés de soldats".³

Georges Huszti était fait prisonnier par les Turcs en 1532 au sud de la Hongrie. En 1536 il est libéré mais on lui interdit de rentrer. Il s'engage sur le bateau d'un commerçant arabe. Il arrive jusqu'en Egypte et sera présent à la prise d'Aden. Il fait la description détaillée de l'Egypte et de la Palestine (les produits de la terre, les Lieux Saints etc.). A l'île Sakise (Chius) il s'embarque – avec l'aide des Franciscains – sur un bateau allant à Messine où "grâce au hasard j'ai rencontré un commerçant, Hieronymus, originaire de Gênes à qui j'avais offert l'hospitalité à Alexandrie, en Egypte. Et maintenant il m'a accueilli de la même manière chaleureuse. Je suis resté chez lui quelques temps".⁴ De Messine – par Naples, Gênes et Rome – il arrive à Fiume en 1542.

Georges Huszti avait la chance d'avoir retrouvé son pays natal. Les Turcs faisaient beaucoup de prisonniers, souvent des enfants, en Hongrie. Leur vie représente un aspect particulier, pleine d'aventures et de douleurs des relations hungaro-turco-méditerranéennes. Nous présentons deux cas bien différents.

3 Rubigally Pál: L'histoire de mon voyage à Constantinople en 1540. (en hongrois) in Rabok, követek, kalmárok az oszmán birodalomban. Szerk.: Tardy Lajos. Budapest 1977. p. 200.

4 Huszti György: Sa captivité en Turquie et son pèlerinage à Jérusalem 1532–1542. (en hongrois) Ibidem p. 243.

Djefar pacha, gouverneur d'Alger 1580-1582

Diego de Heado, bénédictin sicilien d'origine espagnole, passait les années 1578-1581 en captivité à Alger. En 1612 à Valladolid il a publié *Topografia e Historia General de Argel*. La partie *Epitome de los Reyes de Argel* était publiée en français dans la *Revue africaine* en 1880-1881. Le chapitre XXII s'intitule "Djefar Pacha, vingt-troisième Roi".

Qui était Djefar Pacha? Heado donne les informations suivantes: "Djefar Pacha, qui gouverne Alger en ce moment est comme nous l'avons dit, Hongrois et fut pris, étant enfant en même temps que sa mère, un frère déjà grand et une soeur, dans une incursion que les Turcs firent en Hongrie".⁵ Il est resté dans l'entourage du sultan et même "pendant l'enfance du Grand Seigneur, Djefar qui était Rénégat et eunuque, le portait continuellement entre ses bras. Cela lui vaut plus tard l'affection du Souverain de laquelle il ne démerita pas ses actions; car ayant été chargé de plusieurs gouvernements et entre autres d'un Pachalik très important en Hongrie".⁶

Nous avons plus de renseignements sur Djefar d'après le chroniqueur turc *Pecevi Ibrahim* (1574-1651) qui l'avait rencontré en 1595. "Il est né Hongrois, originaire du sandjak Gyula, homme brave et vaillant. D'abord kilerdjibachi, plus tard mirilina dans le sandjak de Gyula, ensuite dans celui de Székesfehérvár". Il avait pris part à plusieurs batailles importantes en Hongrie. La description de l'extérieur de Djefar est identique chez Pecevi et Heado: de haute taille, robuste. Donc il est bien probable qu'il agisse de la même personne. Pecevi énumère les provinces où Djefar était beylerbey: Tripolis-Damas, Bagdad, Tebrise. Mais il ne mentionne pas Alger, probablement pour la raison de l'objectif de sa mission qui a eu lieu dans un moment important de l'histoire du pays nord-africain. Pour Djefar – tenant compte de ses fonctions beaucoup plus hautes – elle avait moins d'importance. En tout cas elle semblait être délicate.

Après la défaite ottomane à Lépante en 1571 et celle des Espagnols devant Tunis trois ans plus tard s'installe une équilibre entre les deux Puissances. Dès la trêve de 1580 elles renoncent à la lutte pour la domination absolue de la Méditerranée. L'Empire ottoman cesse de s'intéresser activement à la Méditerranée occidentale et en abandonne la garde aux éléments qu'il avait installés dans les Régences d'Afrique du Nord, surtout à Alger. Dans cette nouvelle situation l'autorité des beylerbeys s'affaiblit et l'autonomie de la Régence se manifeste de plus en plus nettement. Mais cette autonomie se renforce par la lutte pour le pouvoir entre les janissaires (l'odjak) et les raïs (la course). Depuis

5 *Revue africaine*, 1881, nr. 145, pp. 17-26.

6 Pour les corsaires et les renégats voir Bono Salvatore: *I corsari Barbareschi*. Torino R.A.I. 1964. et Boyer Pierre: *Les renégats et la marine de la Régence d'Alger*. R.O.M.M. 1985, nr. 39, pp. 93-106.

7 Œuvres de Pecevi Ibrahim (extraits en hongrois) in *Török történetírók* III. k. 1566-1659. Szerk.: Székfi Gyula. Budapest MTA 1916. p. 85. Voir aussi *Hadtörténeti közlemények*, 1892, pp. 399-403.

1568 les janissaires sont admis dans les équipages et participent directement aux bénéfices de la course, donc ils sont moins attachés à Constantinople. Ceux d'entre eux qui ne s'engage pas dans la course continuent à être payés par le pacha, ils ont moins d'intérêts dans le renforcement de l'autonomie de la Régence. Mais les pachas n'ont du pouvoir réel que sur la population de la ville d'Alger: lever les impôts sur les tributs de l'intérieur est très difficile, souvent impossible. Ainsi leur principal souci est de s'enrichir au plus vite possible et de partir! Djefar pacha répète sans cesse à Alger qu'il n'est pas venu pour s'enrichir. Dans le moment de son arrivée à Alger – le 29 août 1580 – il y trouve une société divisée.

Le représentant de l'autonomie a été le gouverneur, le khalifa d'Eulj Ali. Hassan Veneziano, qui – selon ses rivaux – y exerçait mille tyrannies. Pour cette raison "Djefar fut chargé par le Sultan de faire une enquête à Alger sur deux affirmations contradictoires; dans le cas où Hassan serait reconnu coupable, il devait lui couper la tête". Mais entre-temps Hassan – soutenu par quelques caïds et d'autres notables Turcs et Maures – "fit un faux mémoire en riposte à celui de la Milice". Le mémoire a été remis par Ochali, le capitain pacha, à la mère du Sultan et en même temps il lui a fait un présent de trente mille écus pour qu'elle parle à son fils pour apaiser sa colère. Djefar pacha reçoit aussi d'Ochali 20 mille écus pour les frais de voyage, afin de l'engager à la douceur. C'est une raison que Djefar ne veuille pas s'enrichir mais explique aussi son comportement à l'arrivée à Alger: il ne s'occupe pas des affaires d'Hassan et le laisse en liberté. Il emprisonne quelques partisans de Hassan mais quelques jours plus tard il les relâche. Il promet à tout le monde paix, équité, justice, "on n'a jamais appris qu'il ait fait mal à personne". Cette mollesse est en pleine contradiction avec tout ce que Pecevi écrit sur Djefar: il est sanglant et cruel. En tout cas à Alger il est très prudent, il ne veut pas se mêler à fond aux problèmes de la lutte intestine de la Régence, mais il essaie à satisfaire tous les partis concernés. Il relève de ses fonctions l'agha de l'odjak pour n'avoir pas payé régulièrement la solde, mais seulement "après avoir obtenu le consentement de la milice, sans lequel aucun Roi ne pouvait prendre une pareille décision".

Il est indulgent envers les captifs: il interdit leur batonnade, il leur fait donner de bons vêtements etc. Il veut normaliser les relations commerciales avec l'Europe: il fait parvenir par les marchands chrétiens se trouvant à Alger un message à l'Espagne et à tous les États chrétiens où il leur assure la liberté du commerce.

Quand il repart pour Constantinople en 1582 il laisse une société apaisée mais en fait divisée. C'est Hassan Veneziano qui le remplace, nommé de nouveau le gouverneur d'Alger. Cela prouve que le processus d'autonomisation continue et s'avère irréversible.

A partir des années 1580 les relations entre Alger et Constantinople deviendront formelles, spirituelles et de moins en moins organique. La province ottomane d'Alger commence à vivre selon ses propres règles, elle se transforme en une véritable République corsaire.

Un captif Hongrois à Tunis au XVII^e siècle

C'est la lettre d'un captif Hongrois, datée de 1678 à Tunis ce que nous présentons. Elle peut servir en source pour la société barbaresque et la vie des captifs chrétiens: ce qu'ils ont vécu, comment ont-ils essayé de se faire libérer. Elle était retrouvée et publiée par un chercheur hongrois d'un groupe d'enseignants à l'Université Attila Jozsef faisant recherches sur la pérégrination des Hongrois aux XVII^e–XVIII^e siècles.⁸

L'auteur de la lettre, *Rudabányai A. Mátyás* terminant ses études dans un lycée protestant en Hongrie est allé à l'étranger pour s'inscrire à une Université. Mais jusqu'à présent on n'a pas réussi à retrouver son nom dans les registres des Universités d'Europe occidentale. Nous savons par sa lettre qu'il se trouvait au bord d'un bateau anglais qui était pris par les corsaires dans les années 1650 et il était amené à Tunis. Il a écrit la lettre le 1^{er} décembre 1678 et a chargé un captif hongrois libéré à la faire parvenir auprès de ses protecteurs en Hongrie. Il leur demande de faire des collectes pour son rachat.

Il a déjà reçu une lettre de ses protecteurs – via Londres – où il était informé de l'interruption de la collecte à cause de la dévastation par les Turcs et Tatars de la Transylvanie. Après cela ils se sont adressés aux amis anglais pour leur demander à trouver une solution concernant le rachat de *Rudabányai*. "Les Anglais de Londres se sont adressés à un commerçant anglais se séjournant comme agent en Italie dans la ville de Livourne, qui a écrit au commerçant *Guilielmus* se trouvant à Tunis pour qu'il me rachète". Cette information confirme que Livourne était un centre du trafic d'hommes dans la Méditerranée, un port de transit important des Anglais. De même que *Guilielmus*=*Guillermus Rolle* était un représentant du négoce anglais à Tunis, spécialisé dans les échanges avec Livourne.⁹ *Guilielmus* fait la démarche nécessaire auprès du maître du captif hongrois, il offre 100 thalers, le prix normal de l'époque,¹⁰ mais le maître demande six fois plus. Il a augmenté si fortement le prix parce que son captif est le seul parlant et écrivant l'italien. Avant il y en avait plusieurs, mais ils ont tous péri pendant les pestes de 1675 et de 1662.¹¹ Ainsi la transaction a échoué. La suite, nous n'en savons rien. Mais l'expéditeur continue à avoir de l'espoir: sa lettre sera transmise à son protecteur par son compatriote libéré. Il met au bout de la lettre l'adresse exacte: *A Mattia Ruda-Bányai ungaro, Schiauo di Sta Murat, et Scribano della Posta, al Bagnio di Santissima Trinita in Tunis Tunesi in Barbaria*.

Deux Hongrois en la Méditerranée, deux destins très différents. éléments d'histoire de ce monde de plus en plus élargi qui se constitue après la Découverte de l'Amérique.

8 *Lymbus füzetek* 6. Szeged, 1989. pp. 147–151.

9 Boubaker Sadok: La Régence de Tunis au XVII^e siècle: ses relations commerciales avec les ports de l'Europe méditerranéenne, Marseille et Livourne. Zaghuan 1987. p. 159.

10 Sur les prix et le rôle de Livourne dans le trafic d'hommes voir Jean Mathieux: Trafic et prix de l'homme en Méditerranée aux XVII^e et XVIII^e siècles. *Annales E.S.C.* 1954. pp. 157–164.

11 Sur les pestes à Tunis voir Boubaker Sadok, op. cit. pp. 49–62.

ZOLTÁN SERFŐZŐ
(Université de Szeged – Hongrie)

La naissance de l'Etat Albanais et la création de l'économie nationale

Au cours du XIX^{ème} siècle le mouvement national albanais était en retard de plusieurs décennies à l'égard des mouvements grec, serbe et bulgare. Bismarck n'avait pas raison quand même au congrès de Berlin en 1878 en disant: "L'Albanie n'est qu'une notion géographique."¹ La création de la Ligue Albanaise à Prizren trois jours avant l'ouverture du congrès montrait qu'il s'agissait d'un réel mouvement national tendant à créer un Etat. L'élite politique presque entièrement musulmane dirigée par Abdul Frasheri avait l'intention d'obtenir une autonomie dans l'Empire ottoman. Le 14 juin 1878 la Section de Shkodra (Scutari) de la Ligue Albanaise a envoyé un mémorandum au congrès en demandant l'autonomie territoriale. A l'Assemblée de Frashra, le 10 novembre prochain, La Ligue insistait le besoin de l'unification de quatre vilayets: Jannina, Scutari (Shkodra), Monastir (Bitola), Uskud (Skopje).² Ces quatre vilayets feraient la partie d'une Province Autonome Albanaise qui aurait le même statut que celui de Crète. Au congrès de Berlin la Porte se servait de la Ligue Albanaise comme argument important contre les aspirations serbes et grecques. Après avoir exécuté les décisions du congrès le mouvement albanais est devenu inutile et même dangereux pour le gouvernement turc surtout que la Ligue a essayé d'établir des relations avec la Monarchie Austro-Hongroise en vue de réaliser ses buts nationaux. C'est pourquoi la Porte a dissous la Ligue Albanaise les 20-22 avril 1881 en mettant en déroute ses troupes militaires qui dirigeaient déjà des villes importantes comme Skopje, Shkodra et Pristina.³ Après la chute de la Ligue de Prizren l'élite capable de diriger le mouvement national devait continuer ses activités politiques à l'étranger dans les différentes associations des émigrés. Dans les trois décennies prochaines des importantes sociétés albanaises déployaient des activités à Sofia, à Bucharest, en Italie et même aux Etats-Unis sous la direction de l'évêque orthodoxe, Fan Noli. Le nom de cette dernière association était Vatra (le mot signifie en albanais le foyer aussi comme en roumain).⁴

1 Géza Czirbusz: Albánia és az albánok (Albanie et les Albanais). Budapest 1915. p.3.

2 Emil Niederhauser: Az albán nemzeti mozgalom kezdetei (Les commencements du mouvement national albanais) 1878-1912. Valóság 1978. nr. 12. p.55.

3 Ibidem

4 Géza Czirbusz: op.cit. p.11.

La révolution des Jeunes Turcs en 1908 – malgré les attentes albanaises – n'a pas modifié essentiellement la situation des territoires habités par les Albanais. C'est pourquoi les Albanais ont déclenché plusieurs insurrections dans les années 1910–12 contre le pouvoir central. Le 4 septembre 1912 le gouvernement turc a garanti l'autonomie partielle aux quatre vilayets.⁵

Pour la majorité des Albanais bien différents à leur culture, religion et dialecte cette autonomie semblait être satisfaisante. Mais le 9 octobre 1912 l'éclatement de la première guerre des Balkans a créé une situation tout à fait nouvelle.

Les succès militaires de l'alliance serbo-monténégro-greco-bulgare ont rendu impossible aux territoires albanais dont 70% de la population étaient musulmanes d'obtenir l'indépendance dans les cadres de l'Empire turc. L'armée serbe a occupé Kosove et le vilayet de Skopje, celle des Monténégriens assiégeait Shkodra, les Grecs ont bloqué Jannina. Ces trois Puissances ne laissaient aucun doute qu'elles partageraient volontiers les quatre anciens vilayets entre eux sans tenir compte leurs caractères ethniques. Le problème ethnique ne pouvait pas causer du souci aux vainqueurs potentiels car le premier ministre serbe, Pasic, a déclaré: "on peut assimiler les Albanais du point de vue culturel et national, d'intégrer entièrement leurs régions à la Serbie comme ce fut le cas en 1878 pour Nis, Pirot, Leskovci et Vrania."⁶

Parmi les organisations des émigrés celle de Bucharest a réagi le plus vite. Elle tenait une réunion au début du novembre 1912 sous la présidence d'Ismail Qemal qui était le représentant de l'opposition libérale du parlement turc. Selon les décisions adoptées le 5 novembre: "le gouvernement ottoman étant actuellement incapable d'administrer le pays, il faut que les Albanais rassemblent leurs forces pour créer un comité dirigeant, qui prendra dans les mains le gouvernement du pays et qui s'efforcera que la nation albanaise ne sorte pas vaincue et ne demeure à aucun égard derrière les autres nations".⁷

Le groupe dirigé par Ismail Qemal s'est chargé d'organiser l'Assemblée Nationale Albanaise. A cause de la guerre il était difficile de convoquer les dirigeants religieux et militaire. Ça n'a réussi qu'à la fin du novembre à Vlora. Cette ville de l'Albanie centrale située au bord de la mer n'était pas menacée par les troupes de la coalition ennemie. *Le 28 novembre l'Assemblée de Vlora a proclamé l'indépendance de l'Albanie.*⁸ Cet acte, ce moment-là avait des motifs défensifs contre les voisins qui avaient organisé déjà leur vie nationale. Malgré toute l'importance historique la proclamation de l'indépendance aurait été formelle si l'Assemblée de Vlora n'avait pas commencé la création du nouvel État. C'est ainsi l'Assemblée a formé le premier

5 E. Niederhauser: op. cit. p.58.

6 Stefanaq Pollo: La proclamation de l'indépendance, grand tournant dans l'histoire du peuple albanais. Tirana 1983. p. 25.

7 Arben Puto: Les forces nationales face au diktat impérialiste dans l'organisation de l'Etat albanais (1912–1914). Tirana 1983. p. 12.

8 Gárdos Miklós. Magyar királyné a trianoni trónon (Une reine hongroise au trône de Tiranon). Budapest 1996. p. 26.

gouvernement national albanais présidé par Ismail Qemal. Selon les décisions de l'Assemblée le gouvernement de Vlora devrait être provisoire qui dirigerait le pays jusqu'à l'adoption définitive du système constitutionnel de l'Albanie sous le contrôle du Conseil des Anciens. Le premier ministre Ismail Qemal a retenu le portefeuille très important des affaires étrangères à soi-même.⁹ Il a nommé le bey Abdi Toptani le ministre des finances, le bey Libohovo Mufid le ministre de l'intérieur, le pacha Mehemed Dralla le ministre de la défense nationale.¹⁰ Le gouvernement de Vlora a commencé la formation des forces de l'ordre public, la création de l'armée nationale et celle d'un système judiciaire suivant des modèles européens. Il a élaboré des projets pour commencer l'enseignement public en langue albanaise à partir du septembre 1913.¹¹

Le gouvernement de Vlora devait affronter deux problèmes sérieux dès sa naissance. D'une part il devait obtenir sa reconnaissance face au peuple albanais bien partagé par la langue, la religion et la culture, d'autre part il devait se défendre contre les troupes de l'alliance balkanique. Au début de l'année 1913 le premier gouvernement albanais n'avait du pouvoir effectif qu'au territoire de quelques milles de kilomètres carrés du triangle Vlora-Berat-Luschnje. L'armée serbe a occupé Durres, Tirana et Elbasani, celle de la Grèce a pris Jannina, les Monténégrins ont continué à assiéger Schkodra.¹² Il était évident que l'indépendance albanaise dépendait des intérêts et des rapports des grandes puissances européennes et ceux des pays balkaniques.

Au cours des deux guerres des Balkans entre le 17 décembre 1912 et le 12 août 1913 la Conférence des Ambassadeurs des grandes puissances tenait ses assises à Londres avec des interruptions courtes. Les négociations de paix entre l'Alliance des Balkans et la Turquie se déroulaient parallèlement dans la capitale anglaise. Le problème des territoires albanais a été inscrit à l'ordre du jour même au jour de l'ouverture de la conférence. Les représentants des six grandes puissances ont chargé le délégué austro-hongrois et italien – à cause de leurs intérêts particuliers – d'élaborer le projet de la structure détaillée de l'autonomie albanaise. Le 17 décembre les grandes puissances arrivent à tenir compte d'une Albanie autonome dans l'Empire turc sans mentionner le gouvernement de Vlora.¹³ Selon la conception des diplomates européens la création de l'Etat albanais n'est possible qu'à l'aide extérieure: le rôle de la Grande-Bretagne à la Grèce et celui de la Russie à la Bulgarie donnerait l'exemple. Le gouvernement de Vienne saisisait volontiers la possibilité: le contrôle commun austro-italien lui paraissait favorable. Avant une année de l'éclatement de la première guerre mondiale ce projet n'avait aucune réalité. En mars 1913 le ministre des affaires étrangères de la Monarchie Austro-Hongroise, Berthold s'est retiré de cette affaire en disant que le contrôle commun austro-italien provoquerait la protestation française et russe. C'est

9 A. Puto: op. cit. p. 14.

10 B. Mattyasovszky Dezső: Albénia államalakulása (La création de l'Etat albanais). Pozsony (Bratislava) 1914. pp. 71–72.

11 A. Puto: op. cit. p. 14.

12 B. Mattyasovszky: op. cit. p. 72.

13 A. Puto: op. cit. pp. 24–29.

pourquoi le projet de deux puissances présenté à la conférence le 8 mai 1913 a proposé à établir deux commissions internationales pour diriger et contrôler l'organisation de l'administration de l'Albanie. Chaque commission se composerait six délégués des grandes puissances et un représentant albanais.¹⁴ Paul Cambon, l'ambassadeur français a éliminé les représentants albanais dans son contre-projet du 20 mai parce que ceux-ci renforceraient sans doute les positions des Puissances centrales dans les commissions à cause de leurs sentiments antigrecs et antisérbes. Le débat de la question albanaise s'est fini le 29 juillet.¹⁵ Selon la décision contenant 11 points l'Albanie serait une monarchie indépendante au principe de la primogeniture dont le premier souverain serait désigné par les six grandes puissances. Il ne s'agissait plus d'une autonomie au sein de l'Empire Turc car la Grèce et la Serbie en se partageant la Macédonie ont séparé les territoires albanais et turcs dans les guerres des Balkans (il est vrai que la Bulgarie vaincue dans la deuxième guerre des Balkans ferait aussi la même chose). Le deuxième point des décisions a exclu toute sorte de la souveraineté turque sur l'Albanie. La neutralité du nouvel État a été garantie par les grandes puissances. L'administration et les affaires financières seraient contrôlées par une commission internationale de sept membres. Pour assurer l'ordre public on a organisé une gendarmerie internationale dirigée par des officiers suédois payée par les grandes puissances et indépendante des autorités albanaises. Les grandes puissances se sont chargées de nommer le nouveau souverain dans les six mois. La commission internationale a été placée au dessus de l'administration albanaise jusqu'à la formation du gouvernement national définitif et elle resterait dans le pays encore dix années.¹⁶

Donc le gouvernement de Vlora n'a pas été reconnu par les grandes puissances. Le 17 octobre 1913 la Commission internationale a commencé ses activités après une longue discussion. Il était assez difficile de trouver un délégué albanais qui convenait à tous. La cooptation du bey Libohovo Mufid a été jugé par le consul austro-hongrois, Petrovich comme un succès pour la diplomatie autrichienne.¹⁷

L'Albanie a été dessinée sur la carte de l'Europe à la conférence de Londres. Il faut souligner l'importance historique de cet événement. Sans l'intervention des grandes puissances – surtout celle de l'Autriche appuyée par l'Allemagne – les Albanais pourraient devenir "les Kurdes des Balkans". L'élite albanaise était quand même déçue. Le gouvernement d'Ismail Qemal a essayé de faire accepter l'Albanie contenant les quatre vilayets de la Ligue de Prizren à la conférence de Londres en disant que la majorité de la population de ces territoires était albanaise. Le 11 août la conférence a pris la décision concernant les frontières. Jusqu'au novembre les Comités des Frontières ont fixé les lignes définitives.¹⁸ La déception des Albanais était énorme. Dans son éditorial du 14 août l'organe du gouvernement de Vlora, la *Perllindje e Shqypies* (La

14 Ibidem

15 Ibidem

16 B. Matyasovsky: op. cit. pp. 90–95.

17 A. Puto: op. cit. p. 32.

18 S. Pollo: op. cit. pp. 27–31.

Renaissance de l'Albanie) comparait le pays privé de la Kosovo et de la Cameri à une personne sans bras ni jambes. Ismail Qemal espérait qu'un jour les conditions favorables seraient réunies pour que l'Albanie réalisât son rêve : "la Kosovo a été et sera albanaise".¹⁹

Il est vraie que 40% de la population albanaise restaient en dehors des frontières de la nouvelle Albanie. La frontière monténégrino-serbo-albanaise a coupé le massif ethnique albanais en plusieurs parties. L'existence de l'Etat sur un territoire fixe assurait quand-même la possibilité du commencement de la création de l'économie nationale après la première guerre mondiale.

Le développement économique s'est lié à la stabilisation politique attaché à Ahmed Zogu. Après les troubles du début des années 20 Ahmed Zogu a été élu président de la République le 31 janvier 1925. Le 31 août il était couronné comme "Roi des Albanais" (pas "Roi de l'Albanie" à la grande perplexité de Belgrade)²⁰ Sa règne s'est finie par l'invasion italienne en avril 1939. La stabilité politique entre 1925 et 1939 assurait un milieu favorable pour le commencement de la formation de l'économie nationale albanaise.

Pour moderniser le pays il était absolument nécessaire de créer une banque centrale moderne. Avant 1925 même une monnaie nationale n'existait. Il n'y avait aucune tradition bancaire non plus. C'est pourquoi la fondation de la Banque Nationale de l'Albanie le 2 septembre 1925 à Rome avait une importance historique. Tous les 100 000 parts de fondateurs de 1,25 franc or ont été souscrits entièrement par le Credito Italiano. Les 495 000 actions de 25 francs or ont été partagées comme suit:²¹

Credito Italiano	15 000
Banca Commerciale	30 000
Banca di Roma	30 000
Autres banques italiennes	20 000
Banque Commerciale de Bâle	50 000
Banque Zadrouga de Belgrade	
Banque Serbe de Zagreb	50 000
Banque Adriatique et Danubienne	
Banque Serbo-Albanaise de Cetinje	
Ugo Vialli, Roma	40 000
Vinc. Azzolini, Roma	25 000
Massimo Aureli, Roma	30 000
Bey Ajeta Lithova, Roma	40 000
Pascha Nechet Vlora, Roma	52 000
Bey Ejrem Vlora, Tirana	58 000

¹⁹ Ibidem

²⁰ Gárdos Miklós: op. cit. p. 48.

²¹ C. Colloctronis: L'organisation bancaire dans des pays balkaniques et les capitaux étrangers. Paris 1934. pp. 184-187.

On peut constater que 44,4% des actions ont été souscrites par les banques et les actionnaires italiennes. La participation des banques yougoslaves n'avait que 10,1%. Elle a été même par les actionnaires albanaises qui ont souscrit 28,2% des actions.

L'activité de la Banque Nationale Albanaise était complexe parce qu'elle était une banque d'émission et une banque de crédit à la fois. Elle devait assurer la valeur de la monnaie nationale. Le franc-or a été instauré le 5 juillet 1925. Jusqu'à 1939 il était basé sur un système montaire monométallique-or complet. Dans certaines années la parité-or de la monnaie albanaise a atteint 70%. Jusqu'à l'occupation italienne la Banque Nationale de l'Albanie n'avait besoin aucun sorte du contrôle des changes. Elle assurait la stabilité et la convertibilité de la monnaie nationale d'une politique monétaire bien prudente. Étant donné qu'elle était la seule banque de dépôt jusqu'à 1933, la Banque Nationale de l'Albanie jouait un rôle décisif dans la vie économique du pays. La banque accordait du crédit surtout par des traites et par des crédits lombards.²²

	Crédits taux.	Traites	Crédits lomb.
1929	5058m	1782m	1071m
1930	6352m	2317m	1122m
1931	7031m	3206m	1326m
1932	5726m	2660m	779m
1933	3318m	2486m	473m
1934	3026m	2211m	513m
1935	3772m	2543m	664m
1936	4372m	2646m	1171m
1937	4810m	2970m	1124m
1938	6138m	3182m	1627m

On peut voir que l'Albanie a été touchée aussi par la crise monétaire internationale. Concernant l'accord de crédit l'année de point était 1931. Jusqu'à la fin de la décennie la Banque Nationale n'a pas réussi à atteindre le même niveau.

Dans les pays balkaniques la création de l'économie nationale avait deux bases importantes: l'intervention de l'Etat et les exportations des capitaux surtout françaises et anglaises. Quant à la première elle était très limitée pendant la période donnée. Le budget national était en déficit chaque année. Ces déficits ont été couverts par les emprunts d'Etat italiens. Presque la moitié du budget revenait au ministère de la défense nationale. Les dépenses de l'administration centrale, celles du Parlement et celles de la Cour royale étaient à la deuxième place.²³ Le nouveau État avait des difficultés pour assurer son existence même. C'est pourquoi il ne pouvait pas jouer le même rôle dans la vie économique que dans certains pays de l'Europe de l'Est à la fin du XIX^{ème} siècle.

²² Albánia (Albanie) Bulletin du Bureau de Statistique de Budapest. Budapest 1940. p. 2/IX.

²³ Ibidem p. 4/XIII.

La majorité des capitaux est venue de l'Italie et s'est réalisée par la Banque Nationale de l'Albanie. Ces emprunts garantis par l'Etat italien et certains investissements infrastructuraux (reconstructions des routes, des ponts et des ports). On peut constater une large participation des capitaux étrangers dans les investissements industriels aussi. C'est surtout les mines où les Sociétés italiennes avaient des intérêts. La *Sindicato Italiano Giacimenti Minerali Albanese* a investi dans l'exploitation du lignite, la *Societa Italiana Minieri di Selenica* a développé les mines de bitume. Jusqu'à la fin de la décennie les Italiens ont monopolisé l'exploitation du pétrole. En 1938 5% des besoins italiens dont se servait la flotte ont été couverts par le pétrole albanais. Les capitaux étrangers ont pénétré jusqu' à l'industrie alimentaire aussi. Les actionnaires anglais possédaient 62,5 % des actions de la brasserie de Shkodra.²⁴

On n'a pas des données exactes sur le développement du revenu national pendant cette période. Selon l'estimation assez douteuse du ministre de l'économie nationale, Mehdi Frascheri le revenu nationale en 1930 faisait 101 750 000 francs-or. Ce chiffre a été calculé d'après les impôts, donc le revenu national réel devait être plus élevé. Ce qui est le plus intéressant – selon les données de Fraschéri – c'est la composition du revenu national :²⁵

Agriculture	60 000 000	francs-or	58,9%
Élevage	30 000 000	"	29,4%
Mines (lignite, bitume)	5 000 000	"	4,9%
Cuisson du sel	3 000 000	"	2,9%
Pêcherie	2 000 000	"	1,9%
Autres choses	1 750 000	"	1,7%

La nouvelle économie albanaise était presque entièrement dominée par l'agriculture. Elle ne s'est pas modifiée jusqu' à la deuxième guerre mondiale. La formation de la vie bancaire, la monnaie nationale stable, les investissements dans l'infrastructure, le développement de l'industrie des mines ont montré que les cadres politiques de l'existence nationale albanaise avaient déjà les bases économiques.

24 Ibidem p. 2/X.

25 Ibidem p. 1./VII.

ÁGNES KACZÚR

El nacimiento de la dictadura de Primo de Rivera

El presente compendio se dedica a presentar los rasgos más característicos de la llegada al poder de la dictadura de la época de entreguerras, poco estudiada fuera de las fronteras de España, así en Hungría también. Los acontecimientos posteriores, la guerra civil española y luego la dictadura de Franco, desviando la atención dedicada a dicho periodo de seis años, influyeron la importancia y el interés de este régimen español modestamente escondido entre los estados dirigidos con manos de hierro, las dictaduras derechistas "preventivas" y los sistemas fascistas de la época. Las obras más considerables, escritas por historiadores tan notables como Manuel Tuñón de Lara o Javier Tusell, que tratan la historia del país, solamente tocan el tema por incidencia, representándolo como un episodio indiferente, casi insignificante, desde el punto de vista de la historia de España. Sin embargo, la dictadura de Primo de Rivera, considerada como un ejemplo del nuevo tipo de la dictadura burguesa, justamente por su carácter transitorio, por prolongar la existencia de la monarquía española en crisis, por sus tentativas de modernización, por aclarar las líneas del frente político cada vez más característico en su tiempo, y, con igual importancia, por la personalidad del dictador, podrá despertar el interés de los investigadores.¹ Entre dos periodos históricos, representó una etapa tranquila, de la cual todos los grupos de la sociedad esperaban más de lo que podía ofrecer. Pero quizás sea justamente eso lo que le da importancia.

La dictadura de Primo de Rivera ha sido analizada desde varios puntos de vista por la historiografía española de los últimos años. Han sido publicados numerosos monografías y estudios menores dedicados a las cuestiones de la mentalidad, económicas, ideológicas y de la historia militar, que aclaran distintos lados del período mencionado.²

1 Las obras publicadas en los últimos decenios en húngaro referentes al tema en cuestión: Ormos Mária – Incze Miklós: Európai fasisznusok. (Fascismos europeos) 1919–1939. Budapest, 1976, pp. 168–169; Anderle Ádám presenta un análisis de la dictadura de Primo de Rivera en húngaro en: Megosztott Hispánia. (España dividida) Budapest, 1985, pp. 139–143; J. Nagy László – Soós Edit: A marokkói rif háború viaszhangja a francia és a spanyol munkásmozgalomban (1921–1926), in *Múltunk*, 1989, no. 3–4, pp. 186–206. (La guerra de Marruecos y los movimientos obreros francés y español, 1921–1926)

2 Así por ejemplo: Jordi Casassas Ymbert: La dictadura de Primo de Rivera (1923–1930). Textos. Barcelona, 1983; José Luis Vila-San-Juan: La vida cotidiana en España durante la dictadura de Primo de Rivera. Barcelona, 1984; Manuel Rubio Cabeza: Crónica de la dictadura de Primo de Rivera. Madrid, 1986; La crisis de la Restauración España, entre la Primera Guerra

Se trata de un pronunciamiento que se niega a serlo, y que dos veces tendrá que enfrentarse con otros pronunciamientos. Se trata de un general apoyado – a falta de mejor – por el ejército y su dirección, que finalmente fue obligado a retirarse por los votos del mismo conjunto de generales. Un dictador que, en vez de aspirarse a crear un estado totalitario, realizó experimentos con el método de cierto tipo de "dictadura democrática" – utilizando sus propias palabras. Y, además de todo eso, una personalidad que nos parece simpática, que decididamente creía en sus capacidades de líder nacional y que se encargaba de las tareas del "mejoramiento del país" con una vocación tan enorme que sólo pudo vivir dos meses más después de haber perdido el poder.

Ya los hechos mismos hacen emocionante el tema. Pueden atraer la atención sobre todo porque en dicho periodo se nos ofrece en Europa una serie de analogías por comparar. Además de la dictadura que se convirtieron en dictaduras evidentes, sin parlamento, también pueden observarse unas formaciones políticas que no carecían de ciertos elementos democráticos (funcionamiento de una oposición política limitada, democracia parlamentaria dirigida, etc.).

Las ideas que siguen exponen los problemas de un análisis que más tarde será elaborado más detalladamente.

¿Cómo se puede situar, pues, este régimen en la corriente de la historia española y en el espacio político europeo en formación y transformación? En un espacio político europeo donde y cuando – aunque por distintas razones y aspiraciones nacionales e históricas – nacieron tentativas de solución muy semejantes: podemos observar la formación de sistemas totalitarios, autocráticos. ¿Por qué llegó al poder un dictador en la España de los años 20? ¿Y por qué fue justamente él, Primo de Rivera, el que recibió este papel?

Los antecedentes

Las dictaduras, desde el punto de vista de la sociedad, son "las formaciones menos normales" de la historia política de siempre, mientras que para sus creadores parecen ser la situación más evidente: aparente, así pueden realizarse y representarse más fácilmente la voluntad y los intereses de una persona y el pequeño grupo que la rodea. El punto débil en ello es que el grupo de personas a quienes se les debe hacer aceptar esta situación es, generalmente, demasiado grande. Puede conseguirse, en la mayoría de los casos, por medios coercitivos, por corto tiempo, sin embargo no puede ofrecer buenos resultados para largo. Primo de Rivera decía con seguridad: "No soy dictador".³ Incluso rechazaba la suposición de ello, y acusaba de tener ideas falsas a aquéllos que no creían que no pretendiese suprimir el constitucionalismo. Intentaba conseguir

Mundial y la II República. Madrid, 1986 y Carlo90s Navajas Zubeldía: Ejército, estado y sociedad en España (1923-1930). Logroño, 1991

3 Manuel Tuñón de Lara: Historia de España. Barcelona, 1987, p. 59

desplegada y penosamente que la sociedad tuviera por legítimos la toma del poder y sus métodos. Procuraba hacer aceptar su directorio por "gobierno mejorador del país"; gobierno que, a pesar de ejercer su poder mediante medios peculiares y completamente distintos a los anteriormente conocidos, no era dictadura. Lo interesante del caso es que en aquel momento determinado de la historia la mayoría de la sociedad española – por cierto tiempo – lo aceptó, permaneciendo a la expectativa en relación con el nuevo poder.

Este momento en la historia de España llegó el 13 de septiembre de 1923, en una situación turbia desde el punto de vista de la política exterior e interior, la sociedad y la economía, en el espacio contradictorio de la necesidad de la transformación y la incapacidad de realizarla. Esta situación se fue madurando gradualmente mediante la acumulación y la interferencia de varias crisis mayores y menores. Incluso prescindiendo de volver en nuestro análisis hasta los arbitristas, el utopismo, el proyectismo o la modernización borbónica – visiones que, buscando salida de los problemas socio-económicos profundos pero percibidos, demuestran la existencia de una voluntad del cambio – es suficiente concentrarnos en los acontecimientos caóticos del siglo XIX: cómo gana terreno, en 1876, con retrocesos el liberalismo, que a comienzos del siglo XX llega a crisis justamente porque el ambiente económico y social que lo acepta en su esencia se mantiene inalterado.

A todo eso se puede añadir, además, unos traumas de carácter militar en la época del cambio de siglo, que también contribuyeron a la moderación del pensamiento de unos cambios socio-económicos radicales. También lo apoyaba el hecho de que los traumas de carácter militar acontecieron durante el período del gobierno del "turno", es decir de la esfera civil. Concretamente se trata de las derrotas sufridas en Cuba en 1898 y en Annual en 1921. Una contrajo la pérdida de las últimas colonias americanas, la otra proyectó la terrible imagen de la posible pérdida de las colonias africanas que todavía seguían perteneciendo a España.

Además, el hecho de que España se mantuvo ausente de la primera guerra mundial tuvo dos consecuencias fuera de los cambios sociales procedentes de las circunstancias económicas: a saber, el ejército español de esta manera no tuvo ninguna oportunidad para justificarse (sólo le quedaba Marruecos como la última posibilidad, donde, sin embargo, sufrió una humillante e inesperada derrota en 1921). La otra consecuencia, más bien socio-psicológica, fue que, por su comportamiento neutral, España no pudo tomar parte en el "purgatorio" que era considerada la guerra según la opinión de los contemporáneos, y del cual se esperaba la renovación y la "quema de todo lo antiguo".⁴ De esta manera en España el movimiento innovador del regeneracionismo, nacido como lema ya a principios del siglo, sólo pudo realmente destacarse con retraso, después de la transformación decisiva de los parámetros internacionales, con la pretensión de adaptarse a las nuevas circunstancias. Toda la sociedad española esperaba, en vez del "purgatorio", por lo menos una salvación mesianística. Todo ello se confirmaba a través

4 Véase: Iván Berend T.: *Válságos évtizedek. (Decenios en crisis)* Budapest, 1987, p. 59

del clima intelectual particular que predominaba en España desde 1898: los personajes más destacados de la generación del 98 confrontaron a su pueblo con las cuestiones insolubles, haciéndolo consciente de la necesidad de los cambios. Problemas económicos y sociales, el problema de la tierra, los conflictos de las minorías nacionales (catalanes, vascos, gallegos), aumento de las tensiones sociales, una constante disponibilidad militar en Marruecos, clericalismo y anticlericalismo. El florecimiento económico de la primera guerra mundial, comportado por un desafío y por una posibilidad procedente desde fuera, fue seguido por una decadencia aún mayor, que agravó las diferencias regionales e intensificó más la tensión social. Todo eso apareció en un medio social dirigido por seculares costumbres inveteradas y en una sociedad la mitad de la cual estaba constituida por analfabetos.⁵ A nivel gubernamental la crisis del liberalismo, la pérdida del prestigio de los partidos tradicionales hacían sospechar el peligro del fracaso del sistema monárquico, mientras el caciquismo, el sistema directivo de la sociedad agrícola española, con sus métodos corruptos y su elite arcaica obstaculizaba la realización de cualquier tendencia innovadora. En la época de Antonio Maura, que era el período de las iniciativas de reforma procedentes desde arriba, se realizaron tentativas a dar unos pasos por la solución de los problemas mencionados, apoyándose en el suelo de la constitución liberal de 1876. Después de 1917 las aspiraciones de este tipo fracasaron completamente, por lo tanto el país casi quedó ingobernable. Fue el propio Antonio Maura quien llamó la atención a que "gobernaran los que no dejaban gobernar".⁶ Apareció, pues, junto y frente al sistema gubernamental civil, un movimiento en el seno del ejército, el movimiento de las Juntas Militares, que se oponía tajantemente a los métodos "civilistas". Sus aspiraciones a menudo se confrontaban con las de los "africanistas", otro grupo de intereses dentro del ejército, sobre todo en lo que se refería al modo de solucionar la cuestión marroquina. Sin embargo, para los principios de los años 20, los "junteros", gracias a sus buenas relaciones con el monarca y su ambiente, consiguieron un papel cada vez más importante. Aunque, a partir de 1808 ciertos grupos del ejército español ya se encargaban a menudo de desempeñar un papel social y político, lo cual – se puede decir – se convirtió en tradición durante el período caótico del siglo XIX.

Entre las circunstancias mencionadas una derrota militar como la de Annual en 1921, para un estado colonizador, que se consideraba gran potencia, representaba la visión de una derrota total.⁷ La última posibilidad parecía quemarse en el fuego de la batalla de Annual, por lo tanto para la sociedad española la cuestión marroquina se convirtió en un problema que requería la solución más urgente. Para los africanistas la solución del problema era una cuestión no sólo militar sino incluso de prestigio. Abd-el-Krim, que unía las tribus rif-kabil, en unos pocos días consiguió 5.000 km² de los territorios, de una extensión de 20.000 km² que, también después del convenio franco-

5 Javier Panariagua: España: siglo XX. 1898-1931. Madrid, 1988, p. 7.

6 Pensamiento político en la España contemporánea. 1800-1950. Barcelona, 1992, p. 461

7 Véase: Vicens Vives: Aproximaciones a la historia de España. Barcelona, 1986, p. 149

español de 1912 seguían perteneciendo a España. Además, a causa de este paso militar equivocado, precipitado, realizado sin ningún acuerdo, hubo considerables pérdidas de soldados. Por ello comenzó la búsqueda de los responsables concretos. En las Cortes se calentó el ambiente entre los representantes del poder civil y la dirección del ejército, lo cual aumentó más la tensión social en las calles de Madrid. El 28 de junio de 1922 el gobierno se vio obligado a crear una comisión parlamentaria, encabezada por el general Juan Picasso González, para examinar lo ocurrido.⁸ El hecho de que se pudiera nombrar a los responsables – entre los cuales figuraba el rey también – produjo un gran dilema para los personajes prominentes del ejército: permitieran o no que se denigrase el nombre del ejército – que ya sufría de desunidad y parecía perder su prestigio. Ni los africanistas, ni las Juntas Militares aceptaron el juicio unilateralmente negativo de la sociedad española respecto a su actuación y afirmaron que los fondos económicos de España eran insuficientes para sostener un ejército moderno que+ pudiera corresponder a las ambiciones del país a convertirse en gran potencia. Era constante la discusión referente a los gastos militares, que el gobierno civil poco a poco intentaba reducir o reagrupar puesto que era demasiado alto el número de oficiales en servicio de paz representado por las Juntas Militares o jubilados temprano, lo cual llamó la atención del gobierno.

La discusión realizada en las Cortes y la bofetada que se dio en el despacho de Romanones entre el diputado liberal Sánchez de Toca y el general Aquilera en relación con la cuestión de si era el gobierno civil o el ejército que tenía mayor responsabilidad en la derrota de Annual ya señalaba lo aguda que era la confrontación entre los elementos civiles y militares. El hecho de que la conclusión del caso no se realizó mediante armas sólo se debía a que Sánchez de Toca ya había cumplido los setenta años y "siempre odiaba las soluciones con armas". El caso, sin embargo, parece ser simbólico puesto que Aquilera justamente era uno de los posibles candidatos a jefe de un posible golpe de estado militar.⁹

Surgiendo la pregunta de si había una alternativa frente la realización de un gobierno militar en España en 1923 – teniendo en cuenta los antecedentes – hemos de contestar negativamente. En los grupos considerables de la sociedad española, aunque en medidas distintas y con expectativas diferentes – ya se había madurado la demanda del orden. Sólo era cuestión de tiempo que alguien aprovechara esta posibilidad. Además de la protesta débil de algunos políticos liberales preocupados por la democracia y el constitucionalismo, no había fuerzas considerables que intervinieran en contra de Primo de Rivera – sobre todo después de que el rey había aceptado el golpe de estado.

⁸ Véase: Historia de España XII. Textos y documentos de historia moderna y contemporánea (siglos XIII-XX) dir. por: Manuel Tuñón de Lara. Barcelona, 1985, p. 327. Por otra parte, este informe finalmente sólo fue publicado en 1931

⁹ Describe el caso detalladamente: Conde de Romanones: Notas de una vida. 1912-1931. Madrid, 1947, p. 210

El general

Así pues estaba extinguiéndose la gloria del gobierno liberal y, junto con él, los "métodos civilistas". El último gobierno anterior al golpe de estado, encabezado por Manuel García Prieto (diciembre de 1922 – septiembre de 1923) – con las mismas caras de los gobiernos anteriores, aunque con intercambios de funciones – sólo pudo contemplar los acontecimientos impotentemente. Romanones en sus memorias escribe que los liberales, hasta el último momento, buscaban las posibilidades para mantenerse en el poder. El lema de sus diputados era, a base de la constitución de 1876, la democracia más amplia, que, según su opinión sólo el poder civil podía garantizar – mientras a partir del nacimiento de las Juntas Militares el poder civil era considerado una ficción.¹⁰ En agosto de 1923, en un artículo el propio Maura afirma que en España hay demasiada gente que ha perdido la confianza en los partidos y políticos del turno y se ha formado un círculo diabólico que está orientando al rey hacia los métodos gubernamentales directos, antidemocráticos, mientras que tanto los civiles como los militares se refieren a los intereses del país.¹¹

En España para 1923 simplemente desapareció la base del método gubernamental civil. Estaba en el aire la demanda del cambio en una situación insoportable, incluso en forma de golpe militar, solución dictatorial. Surgió el nombre de varios candidatos, la prensa cada día ponderaba las posibilidades de la dictadura. *El Debate*, uno de los foros conservadores católicos más considerables, decisivamente proponía una solución dictatorial, pero pensaba en una persona que, eventualmente, fuera aceptada por el bloque liberal también, por ejemplo el general Weyler. El general Aquilera, el otro candidato, incluso contaba con el apoyo de intelectuales como Unamuno.¹² La identidad de la persona que llegaría a la situación de poder encargarse de la realización del cambio de poder tan esperado dependía de la dirección superior del ejército y de si aquella persona era capaz de conseguir el apoyo de los grupos de fuerza sociales más importantes o neutralizar su oposición.

El general Miguel Primo de Rivera y Orbaneja era la persona conveniente en el lugar y tiempo convenientes. El general, de 53 años en el momento del golpe de estado, tanto del punto de vista de su procedencia como del de su trayectoria, carrera, parecía convenir. Hijo de una familia ilustre de Jerez, se había orientado hacia la carrera militar, a la edad de 14 años se matriculó en la Academia Militar. En 1890 se le concedió el rango de teniente, después de lo cual la ascendencia de su carrera fue rápida. Pronto fue colocado a Marruecos, después en 1895 continuó su actividad de oficial de artillería en Cuba. Es decir, había pasado cierto tiempo en ambos territorios coloniales en lucha tan importantes para el poder español, conocía, pues, los problemas de allí. Se casó con una mujer de familia noble [(como primer hijo de este matrimonio

¹⁰ Ébid. p. 201.

¹¹ Pensamiento político..., p. 474

¹² Javier Tusell: Manual de Historia de España. 6. Siglo XX. Madrid, 1990, p. 224

nació José Antonio Primo de Rivera, quien, como uno de los personajes principales de la extrema derecha y fundador de la Falange, llegó a ser más conocido que su padre)] y en 1908, ya en el rango de coronel, volvió a Marruecos, al distrito de Melilla. Los autores de sus biografías varias veces mencionan su valentía, su astucia y sus hazañas militares.¹³ En 1915 fue nombrado gobernador militar de Cádiz, lo cual prácticamente significaba su colocación aparte por compartir la opinión de los que en las discusiones realizadas en círculos militares proponían el abandono de Marruecos ("abandonistas"), incluso a cambio de Gibraltar. El siguiente paso, un año después de la derrota de Annual – que parecía justificar la opinión de los "abandonistas" –, fue Cataluña, donde, como capitán general de la región, volvió a la corriente del ejército, en una posición que – teniendo en cuenta las aspiraciones nacionalistas catalanas que se extendían sobre todo entre los jóvenes – era considerada de mucha responsabilidad. Llegó, pues, a la cumbre de su trayectoria militar. Después, desde Barcelona llegó directamente hasta el despacho del rey, donde a menudo se decidían juntos en problemas políticos actuales y sobre planes de largo plazo.

Después de que había llegado al poder, hubo varias personas que expresaron su opinión referente a Primo de Rivera como soldado y hombre, analizó los rasgos de su personalidad incluso gente que nunca se había encontrado con él personalmente. La mayoría destaca sus características típicamente andaluzas hallándolas simpáticas, otros lo tienen por aventurero inserio por las mismas.

Tampoco Gabriel Maura, hijo de Antonio Maura, su mejor amigo, escribe exclusivamente acerca de sus características positivas. Lo considera resuelto y fuerte, dinámico en su carrera militar, al mismo tiempo, sin embargo, espontáneo e intuitivo en sus decisiones, lo que en casos determinados podía significar desinformado. Con todo ello, Maura nos lo presenta como un verdadero patriota, personaje que particularmente confiaba en sí mismo y prefería decidir personalmente. Gabriel Maura también menciona en su libro que en el ejército muchos respetaban a Primo de Rivera. Además, también gozaba de gran prestigio entre varios personajes civiles.¹⁴

Romanones en sus memorias nos ofrece una descripción acertada de Primo de Rivera. Según su opinión había pocos compatriotas en la España de aquellos tiempos que presentaran como él juntos y mezclados en esta proporción los rasgos característicos positivos y negativos del pueblo español. Sin embargo, además de describir su estatura peculiar, su voz y su ingeniosidad andaluza, llama la atención, en un estilo delicado, a las faltas de la cultura y de la competencia del general. Reconoce, al mismo tiempo, que Primo de Rivera "estaba lleno de la sensación de la aptitud para gobernar"¹⁵ y conocía bien a la gente que, en un caso dado, sabía manipular hábilmente.

13 Manuel Rubio Cabeza: Crónica de la dictadura de Primo de Rivera. Madrid, 1986, pp. 21-22

14 Ébid. p. 29. "Aquel caudillo ... con numerosos partidarios dentro del Ejército asistido además de considerable opinión civil ... todas las dotes del hombre de acción, ambición patriótica y personal ...". Cita del libro titulado *Bosquejo histórico de la Dictadura* de Gabriel Maura

15 Conde de Romanones, op. cit., p. 215

Leyendo las numerosas opiniones referentes a Primo de Rivera, comparando los escritos compuestos por los contemporáneos durante la dictadura con las memorias posteriores, se nos presenta una figura práctica, predestinada pero no demasiado intelectual, propensa al paternalismo, que era menos despótica que Mussolini y que era hijo del régimen antiguo, aunque fuertemente atacaba a los políticos principales del mismo. Incluso con sus métodos dictatoriales se esforzaba por mantener las tradiciones. Continuó la política representada por el regeneracionismo, pero sin luchas parlamentarias inconvenientes. Según Salvador de Madariaga, Primo de Rivera fue un buen sultán que, a pesar de vivir en el siglo XX, esencialmente contaba con reflejos del siglo XIX y una visión política ecléctica.¹⁶ Lo que es seguro es que quería hacerlo todo mejor que sus antecedentes en el gobierno. Odiaba la política y a los políticos como un fanático. Era este el único caso en el que la unidad de la dirección superior del ejército era completa, y esta misma postura era representada y fue puesta en práctica por Primo de Rivera. Se imaginaba una España sin partidos y políticos. En sus manifestaciones hechas ante el pueblo se presentaba como el primer patriota que había llegado al poder por orden divino y deseo del pueblo para arreglar todo lo que los políticos profesionales habían deteriorado por encima del pueblo. Por ello Primo de Rivera intentaba mantener un contacto directo y constante con su pueblo conversando con éste de una manera especial. De su acervo parece que pensaba que era más fácil hacer aceptar y realizar los decretos explicando los motivos de cada medida, reconociendo sincera y francamente los errores eventuales. La consecuencia de esta postura fue una gran cantidad de declaraciones, artículos y discursos, además de la introducción de las audiencias, mediante las cuales la gente sencilla cotidiana podía tener la sensación de estar en contacto directo con la dirección política actual. Según el modo de ver de Primo de Rivera esa "democracia de decretos" podía sustituir todos los métodos constitucionales anteriores. En realidad, sin embargo, tanto los grupos políticos españoles como los españoles que no participaban en la política pronto se hastiaron de este tipo de democracia – de órdenes particulares – y demandaban el restablecimiento del constitucionalismo puesto fuera de vigencia.

Además de lo expuesto, a base de los estudios y las fuentes publicadas por el historiador Carlos Navajas Zubeldía, se debe mencionar la actividad de Primo de Rivera como publicista militar, que ultrapasaba un poco el concepto tradicional de organización de ejército. Relativamente de joven, pero ya como soldado con experiencia, había notado las tensiones existentes entre el gobierno civil y el ejército, las causas de las cuales veía en la organización y el nivel de formación inconvenientes del ejército, la distribución y utilización, según su opinión, equivocadas del importe destinado a gastos militares. Su opinión correspondiente fue expuesta en una serie de artículos publicados entre 1905 y 1919 en las revistas militares *Revista Técnica de Infantería y Caballería* y *Memorial de Infantería*. En estos artículos ya se están dibujando los contornos del concepto de Primo de Rivera referente a un régimen en el

que un ejército convenientemente modernizado y transformado, además de ejercer las tareas militares tradicionales, desempeñaría un papel considerable en la política interior y en la sociedad.¹⁷ ¿Un ejército con funciones civiles o funciones civiles militarizadas? El ensayo general de estos conceptos dibujados por Primo de Rivera sólo a grandes rasgos fue el régimen mismo: mediante la militarización de la administración local, regional y central, de la jurisdicción civil y otras esferas civiles – y luego la organización del Somatén y la Unión Patriótica.

Las metas y los métodos

A partir del verano de 1923 la toma del poder era la meta del general, que prestaba mucha atención a que este evento se realizara con la asistencia del rey. El consentimiento del rey, su nombramiento a presidente del Directorio Militar sólo fue el último momento del golpe de Estado y era necesario para ambas partes para reafirmar las tradiciones monárquicas. El rey Alfonso XIII no tuvo ningún papel en los preparativos del golpe, pero sí tuvo un papel decisivo en su legitimación. Eso fue uno de los puntos de acusación principales que los republicanos presentaron contra él. El rey se identificó con la dictadura, por lo tanto con la caída de ésta él también tuvo que caer. Este momento del derecho público – el del establecimiento del Directorio Militar el 15 de septiembre de 1923 – fue, pues, decisivo desde el punto de vista de la historia venidera de España. De esta manera, para los adversarios de la monarquía, la dictadura se convirtió en un período de acumulación de fuerzas. El Conde de Romanones, en sus memorias, publica las palabras de Alfonso XIII escritas ya en exilio, con las cuales éste intenta explicar lo ocurrido durante las 48 horas pasadas entre el 13 y el 15 de septiembre de 1923, que resultaron decisivas desde el punto de vista de la suerte del golpe de Estado:

“Mientras aquella interminable conferencia proseguía, supimos que la guarnición de Madrid se adhería al movimiento de Barcelona. Simultáneamente, el General Primo de Rivera me envió un telegrama garantizándome el mantenimiento del orden público, la lealtad de los sublevados a la Corona y el restablecimiento de todas las libertades constitucionales tan pronto como fuese reprimida la anarquía.”¹⁸

Después de eso el rey llamó a Primo de Rivera a Madrid y realizó su nombramiento.

El general, sin embargo, antes de llegar hasta este momento, había tenido que hacerse reconocer ante otros. Su posición no era evidente. A saber, los generales más prestigiosos del ejército – Cavalcanti, Berenguer, Saro y Dabán – eran fuertemente monarquistas – en eso no se oponían a Primo de Rivera – pero, al mismo tiempo, eran quizás los africanistas más vehementes. De esta manera Primo de Rivera, quien gozaba, sobre todo, del apoyo de los junteros, tenía que revisar radicalmente sus ideas referentes

17 Carlos Navajas Zubeldía: *La ideología corporativa de Miguel Primo de Rivera (1905-1919)*. Hispania, 184/1993, pp. 616-649

18 Conde de Romanones, op. cit., p. 228

a Marruecos para poder ganar el apoyo de "los cuatro". No obstante, ellos, a su vez, finalmente pudieron aceptar a Primo de Rivera por ejecutor del golpe militar ya planificado, porque él, como capitán general de Cataluña, prometía orden en cuanto a la cuestión nacional catalana. Podía contar con el apoyo de la alta burguesía catalana preocupada por la organización "demasiado" democrática y radical llamada el *Estado Catalán*. Los capitalistas catalanes en la persona de Primo de Rivera querían ver en el poder a un jefe nacional de manos fuertes, pero impresionable por ellos, que fuera capaz de frenar los conflictos que se presentarían dentro del movimiento nacional, representando, al mismo tiempo, un concepto conveniente para ellos en lo referente a la cuestión nacional. Lo que es seguro es que Primo de Rivera tanto en Madrid como en Barcelona prometió bastantes cosas que contradecían considerablemente a sus conceptos anteriores.¹⁹ Ello demuestra que el general, que tanto reprobaba a los políticos y al comportamiento de político, estaba dotado de muy buenas calidades de político. De otra manera ni siquiera hubiera llegado al poder.

Resolución, varonilidad, orden – éstos son los conceptos fundamentales que adquieren papel principal en la mayoría de sus manifiestos. Sin duda, comenzó el restablecimiento del orden radicalmente.

El 5 de septiembre de 1926, Primo de Rivera, ya como presidente del Consejo de Ministros, lanzó un llamamiento a los españoles en el cual, evocando los acontecimientos ocurridos hacía tres años, enumeró los motivos más importantes de su llegada al poder, los problemas de la solución de los cuales se había encargado con la realización del golpe: la cuestión marroquina, el terrorismo, el orden público, el peligro comunista y sindicalista, el separatismo regional. Se preparaba principalmente para la solución de estos problemas.²⁰ Para poder comenzar a tratar los problemas más graves mencionados, tuvo que abolir el sistema gubernamental en función a la sazón, ajustar los puntos directivos inferiores también a sus metas, declarando la guerra desta manera contra el parlamento, los partidos y políticos civiles y el sistema de caciques. Declaró la ley marcial, tres días después de haber llegado al poder disolvió el parlamento, introdujo el gobierno de decretos basado en los decretos reales. Casi como un "ministro de todo", aunque al frente de un directorio militar, realizó poco a poco un gobierno de mando directo y personal. Fue el Decreto Real del 21 de diciembre de 1923 que le garantizó esta posibilidad, según el cual desde aquel momento la única persona que podía entrar en el despacho del rey era el presidente del Directorio.²¹ De este modo se puede observar una duplicidad peculiar en los métodos gubernamentales de Primo de Rivera: mientras en el nivel superior emplea métodos centralistas, tiende a mantener un contacto directo con el pueblo – aunque sólo formalmente. Las tres formas de

19 Véase: Historia de España IX. (1923-1939). Madrid, 1981, p. 35

20 Manuel Rubio Cabeza, op. cit., pp. 278-279

21 "... prohíbe el despacho directo del monarca con ninguno de los miembros del Directorio a excepción del presidente." Decreto Real del 21 de diciembre de 1923. In: Historia de España IX, p. 46

manifestación más importantes de este último método eran la institución de las audiencias, el Somatén y la Unidad Patriótica.

La forma institucional del especial diálogo directo con el pueblo, ya mencionado, fue el sistema de las audiencias. El propio Primo de Rivera, por ejemplo, recibía a todos los que lo solicitaban pero, mediante decretos reales, realizó lo mismo en la administración local y en los ministerios también. Eso salió muy fácilmente, casi a manera militar, puesto que todas estas instituciones fueron colocadas bajo control militar.

El otro medio del mantenimiento del orden público, y de la buena relación entre el pueblo español de "ideas políticas sanas" y el poder igualmente considerado sano, fue el Somatén. Esta forma organizativa típicamente catalana – establecida en 1875 con la finalidad de mantener el orden público bajo la dirección del jefe militar de Cataluña de siempre – recibió un contenido completamente distinto después de 1923. Primo de Rivera la elevó a nivel nacional.

"El Somatén ha dado un resultado magnífico en Cataluña. Sin él no habría allí paz posible. Vamos a organizar el Gran Somatén Nacional en toda España. Esperamos que cada región nos dé 50.000 hombres, y ésta será una guardia cívica admirable. Para ser somatén basta ser un hombre honrado y resuelto a mantener el orden social. No creo que haya escasez de hombres de esta categoría en España. Tiene esto alguna semejanza con el fascismo, es indudable; pero no hay por qué llamarlo fascismo, teniendo el nombre de Somatén, que es muy español."²²

Otra gran tentativa a conseguir una base popular fue la creación de la Unión Patriótica. Ésta habría tenido la función de sustituir los partidos tradicionales desaparecidos. La iniciativa procedía de las fuerzas políticas que apoyaban evidentemente el régimen, pero pretendían formar una imagen más favorable acerca de él organizando un gran partido de masas. La organización ya se había iniciado en octubre de 1923 en Valladolid, luego en marzo de 1924 apareció un llamamiento nacional que llamaba a la misma unidad a toda la gente que apoyara los fines de los militares sublevados: la defensa de la patria, la monarquía y la religión. Primo de Rivera, posteriormente, resumió la esencia de la Unión Patriótica de esta manera:

"Para que a nadie quepa duda de lo que aquella es y significa he de repetir de modo claro y concreto, como otras muchas veces, que no se trata de un partido político, sino de una Liga ciudadana, que empieza por abominar de las organizaciones y procedimientos políticos, que no es tanto como decir caciquiles y que repudia los doctrinalismos, ficciones y compromisos de la política, porque entiende que todo eso, provechoso sin duda a aspiraciones de carácter subalterno, merma la libertad e independencia ciudadanas, precisas para mejor servir los altos intereses nacionales."²³

A base de esta retórica queda claro cuáles eran los conceptos que guiaban al presidente del Directorio Militar: para apoyar el nuevo gobierno y sus métodos,

²² Historia de España XII, p. 357

²³ Lo comunica Miguel Artola: Partidos y programas políticos, 1808-1936. II. Manifiestos y programas políticos. Madrid, 1991, p. 313

pretendía crear un movimiento, aparentemente construido desde abajo, que abarcara la esfera civil verticalmente y apoyara la meta doble de la dictadura. La de salvar la monarquía y conservar las tradiciones sirviendo de esta manera tanto a las clases predominantes tradicionales como a los nuevos grupos sociales, políticos ascendentes aceptables para la monarquía; y la de evitar o frenar todas aquellas fuerzas pertenecientes a las minorías nacionales o bien a la izquierda que pudieran representar peligro para el sistema. No obstante, ni el Somatén, ni la Unión Patriótica se convirtió en organización de masas. La actividad de aquél se limitaba a pequeñas trifulcas de calle, reuniones y ejercicios, mientras ésta más bien se iba a convertir en la base de un nuevo tipo de mecanismo electoral: algunos de sus miembros más tarde, desde diciembre de 1925, llegaron a ser miembros del nuevo gobierno civil encabezado por Primo de Rivera. A nivel local, sin embargo, eso no significaba ningún cambio radical puesto que la elite política antigua pudo conservar su poder a través de la Unión Patriótica.

Estos fueron, pues, los rasgos característicos de la formación y el periodo inicial de la dictadura de Primo de Rivera. Para la historiografía húngara ocupada de las dictaduras europeas de la época de entreguerras se necesitan unos análisis aparte dedicados al periodo del desenvolvimiento de la dictadura, a las metas indicadas, a la realización de las tentativas modernizantes: la cuestión marroquina, el modo de solucionar el problema nacional, el arreglo de su relación con los movimientos derechistas e izquierdistas, la política económica de intervención estatal, que, entre otros, llevaba rasgos nacionales. Mediante estos elementos y la estabilización temporal de la vida económica española entre las dos guerras mundiales la dictadura consiguió éxitos, mientras sólo contrajo una transformación superficial: las estructuras y las tradiciones se mantenían inalteradas. El grupo militar llegado al poder, con el propio Primo de Rivera, no contaba con planes deliberados de largo plazo. Sólo sabían qué era lo que no querían. Para largo, sin embargo eso no era suficiente, y las decisiones pragmáticas, momentáneas varias veces estaban en contradicción posteriormente.

En el momento en el que Primo de Rivera tomó el poder ya había dos grandes grupos que reaccionaron su sistema con oposición: los que verdaderamente requerían el restablecimiento del constitucionalismo y los grupos republicanos. Más tarde, a éstos poco a poco se unieron otros: soldados descontentos, intelectuales, sobre todo estudiantes universitarios, los líderes y miembros de los movimientos nacionalistas colocados en ilegalidad. Finalmente, su persona y sus métodos llegaron a ser incómodos incluso para el rey, quien ya pensaba en hacerle dimitir. Eso, sin embargo, ya no era necesario. Quedó claro que la dictadura y con ella la monarquía había vivido demasiado. El último acto fue el periodo del gobierno de Berenguer antes de la declaración de la Segunda República, pero sólo pudo prolongar la existencia de la monarquía unos meses más. La república suspendió por cierto tiempo, el sistema

monárquico pero fue incapaz de solucionar los problemas económicos, sociales acumulados y la tragedia de la guerra civil, luego la dictadura de Franco demostrarían que todavía no iba a concluirse la época de las intervenciones militares en la historia de España.

GYÖRGY KUKOVECZ

The "Turks" of Latin America. Remarks on the Problems of Syrian-Lebanese Emigration.

The majority of the people referred to in Latin America as "Turks" are of Arab origin. The immigrants who arrived to Latin America from the Ottoman Empire in the big immigration wave lasting from the last decades of the previous century to the beginning of World War I. were called "Turks" by the people of the street in most countries. The sole exception is probably Cuba which was still a Spanish colony when the immigration wave was taking shape. Spanish tradition prevailed there and the popular language of the street named the Arab immigrants arriving to the Isle "Moors". Those concerned who mostly came from the Syrian and Lebanese provinces of the Ottoman Empire usually protested against being called "Turks". This protesting attitude of everyday people is expressed in the literature of Latin America as well. Their feelings are communicated to literature-lovers all over the world by the protagonist Nacib in the novel "*Gabriela. Carnation and Cinnamon*" (*Gabriela. Cravo e Canela*) by the outstanding Brazilian writer Jorge Amado. Nacib couldn't stand being called „Turk“, irritably refused the nickname and even was furious about it sometimes: "Your very own grandmother, that's who a Turk is!" he kept saying, than he added emphatically: "I am a Brazilian, son of Syrians". In case the Brazilian partner defended his standpoint by arguing that all strangers, Arabs, Turks, Syrians are all the same as far as he is concerned, Nacib revealed the regrettable gaps in the partner's knowledge of history and geography. More over he added: „Turks are bandits, the worst possible breed. Being called Turk is a deadly insult for a Syrian."¹

Protesting was for no avail in both fiction and life. „Turk“ as a nickname stuck to Arab immigrants in Latin America. Similar misunderstanding can be noticed in connection with other immigration groups as well. *Polaco* (Polish) functioned as a symposium for Jewish for a while in many Latin American countries since after World War I. there were a lot of Jews among the people emigrating from Poland. *Húngaro* (Hungarian) tended to mean Gipsy among others in a couple of Latin American countries in the first half of our century, because of the so-called Hungarian Gipsies emigrating at the end of the last century from the Austro-Hungarian Monarchy to Argentina than from there spreading to the different parts of the continent. Though they gave only a fragmentary bit of the emigrants still their colourful, market-trading way of

1 AMADO, Jorge, *Gabriela* /*Gabriela. Cravo e Canela*/, (Európa, Budapest, 1982), 43

living caught people's fancy more vividly than the industrious but dull everyday labor of the agricultural workers who gave the majority of the Hungarian emigrants.

The subjects of the Ottoman Empire turned up in Latin America in the last decades of the "long 19th century" terminating in 1914. Earlier that that only a small number of occasional appearances occurred. In the colonial age the Spanish authorities from the very beginning forbade the immigration of Jews, Moors (Arabs), Moriscos and their descendants to the Indies. The Portuguese were less concerned by the *idea of purity of blood*. So we can agree with Gilberto Freyre who states that in the veins, in the culture, in the habits of Portuguese colonialists widely different – Portuguese, Arabic, African – elements were mixed². But in the physical sense of the word no Arab presence can be reckoned with in Portuguese Brazil in the colonial period.

The first decades of independence did not favour Arab immigration either. In the major part of the 19th century the elites of Latin America were preoccupied with the idea of "*whitening*" their countries, to diminish the rate of undesirable "races" – Indians, Negroes, the castas – within the population. Theoretical thinkers argued for encouraging European immigration. But even Europeans were not generally preferred. For a long time the Latin Americans would have liked to attract "*Nordic races*", above all Anglo-Saxon, German and Scandinavian settlers to their countries. The Spanish were devaluated because their characteristics were deemed unfavourable. Certain Latin-American theoretical thinkers like Domingo Faustino Sarmiento (1811–1888.) thought that the Spanish character had been deformed by the centuries-long influence of the Inquisition, by the lack of democracy and the tradition of self-government. Others, like Carlos Octavio Bunge (1875–1918.) emphasized that the Spanish turned into Afro-Europeans in a certain sense because of the characteristics of their peninsular history, of blood mixing with Jews, Arabs, Africans, of intermarriages³. Other peoples of the Mediterranean or of Eastern or Middle Europe did not even figure in theoretical concepts. The best-known theoretician of 19th century immigration-concepts, Argentinian Juan Bautista Alberdi argued also for white European mass-immigration. He was the one who in his famous book (*Bases...*, 1852.) coined the slogan: "*Gobernar es poblar*" (To govern means to people)⁴. The idea of the Argentinian nation based on European stocks was not far away from the concept of the eminent Cuban abolitionist José Antonio Saco (1797–1879.) who aimed at "*whitening*" Cuba. He thought that forbidding slave-importation would lead to the gradual disappearance of the blacks whom he deemed incapable of living, and then parallelly with this the European

2 FREYRE, Gilberto, *Udvarház és szolgaszállás /Casa-grande e senzala/* (Gondolat, Budapest, 1985). See e.g. 239–336

3 See: HELG, Aline, "Race in Argentina and Cuba, 1880–1930: Theory, Policies, and Popular Reaction." In: Richard Graham ed., *The Idea of Race in Latin America, 1870–1940* (University of Texas Press, Austin, 1990), 37–43

4 See: ANDERLE, Ádám, *Nemzettudat és kontinentalizmus Latin-Amerikában a XIX. és a XX. században* (Kossuth, Budapest, 1989), 82–86.; HELG, op.cit. 38

immigration and the increasing Creol birth-rate together would put the Cuban nation on white base⁵.

But reality resisted these theories. In the first half of the 19th century Latin America was not economically attractive for European immigrants. Government-aided settlements (Swiss and German settlers in Brazil, Argentina and Chile) did not bring considerable success. The economical boom from the 1870ies, the increasing demand for the products of Latin American agriculture (sugar, meat, wheat, coffee, cocoa etc.) on the world market and as a consequence the demand for labour force urged the leaders of the underpopulated Latin American countries to revise their immigration policy. Governments gave up *Nordic theories*, opened up the gates for the immigrants and reconciled themselves with the fact that the majority of the newcomers – masses in millions – consisted of formerly devaluated South-Europeans (Italians, Spaniards, Portuguese). Formerly despised East-Europeans (Hungarians, Poles, Jews, Russians) also arrived in vast numbers. And Arabs of course, subjects of the Ottoman Empire. Considering the 19th century characteristics of the economical development of the Mediterranean and the conditions and routes of emigration, their migration process can be regarded as an organic part, a branch of the Mediterranean steam of people.

The common characteristics of the Mediterranean emigration process can be attributed to the retarded development of the area. The impacts of West European development like the increasing demand for agricultural products, the transplantation of the results of the industrial revolution to certain sectors of the economy, the improvement of agricultural techniques, the demographical increase and relative overpopulation all reached the Mediterranean roughly in the same time, that is, in the third quarter of the 19th century, though they did not manifest themselves with the same intensity in different countries. But the tension represented by them proved to be sufficient everywhere (including the Near-Eastern and North-African regions of the Mediterranean) to break up traditional economic and social conditions and to urge the most mobile groups of the population to improve their living conditions even if emigration the cost may be.

Between 1830–1930 cc. 11 million Europeans, that is one fifth of the total transatlantic great migration chose a Latin American destination. The dominant role of the Mediterranean is unambiguously indicated by the fact that 38% of them were Italian, 28% Spanish and 11% Portuguese⁶. The so-called "*minor emigrations*" and among them the "*Turks*" streaming out of the Ottoman Empire are less easy to track statistically but opinion prevails that among the new settlers of Latin America there was a considerable contingent of people setting out from the three anachronistic empires of Russia, Austria-Hungary and Turkey. The majority of the immigrants settled down in

5 See e.g. HELG, op.cit., 39

6 MÖRNER, Magnus, *Adventurers and Proletarians. The Story of Migrants in Latin America* (University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1985), 50

Argentina (1851–1924:46%), in Brazil (33%) and in Cuba(14%). Uruguay and Chile were also popular countries⁷

To get accurate data about the overall number of the so-called *Syrian-Lebanese* emigration needs further investigations. The relevant statistics are inaccurate and unreliable in the Ottoman Empire and in the receiving countries as well. Data from Turkish sources are problematic e.g. because the majority of the subjects of the empire could not get a passport until 1898. Province Lebanon enjoyed considerable autonomy within the empire so its inhabitants were exceptional because they could easily obtain documents for travelling between the provinces and even abroad. In the big starting ports of transatlantic crossing (Genoa, Naples, Marseille, Barcelona) they could transfer these papers for the official passport of the empire, paying the appropriate sum of course. This is why so many emigrants coming from other provinces touched first Syrian and Lebanese ports (e.g.Beirut, Tripoli,etc.). Quite a lot set off without documents. Emigration agents sailed them off in small boats, transferred to bigger ones after leaving the territorial waters of the empire, and transported to the starting ports of transatlantic crossing or directly to America. The practice of travelling without documents endured even after the passport limitations were lifted. Emigration agents sometimes actually argued their clients out of getting the passport, convincing them that the travel costs were lower this way.

Let two particular problems of Latin American statistics be mentioned here. Problem number one is that certain parts of the immigrating Arabic crowd did not stay and settle in the original country of destination. They wandered further from Cuba to the U.S.A., Haiti or Mexico;from Argentina to Uruguay, Chile, Bolivia and Peru; from Brazil to Colombia, etc. About this migration process especially in the case of inland travelling hardly any registration was attempted by contemporary statistics. We have to take into consideration the back-migration factor as well. The Arabic immigrants in Latin-America show identical tendencies with the Europeans: an estimated one-third of their total number returned to the homeland after a longer or shorter stay in Latin America.

Problem number two is the ratio of Arabic and non-Arabic ethnicities among the emigrants of the Ottoman Empire. Opinion prevails that the majority of ottoman subjects emigrating to North- and South-America came from Syria and Lebanon, were Arabs in respect of ethnicity and Christians (orthodox or Maronite) in respect of religion. But according to Kemal H. Karpat the ratio of non-Arabs (e.g.Armenians) and Muslims from various nations was much higher among the emigrants than presumed. Karpat states that between 1881–1914 the total number of Ottoman emigration to America reached 1,2 million with at least 600 000 Arabic-speaking individuals from Syria and Mount Leban among them. An estimated 100 000 Armenians and at least 250 000 ethnically mixed Muslims should be reckoned with. The emigrants of the Balkan and Western-Anatolia give the rest. If we presume that roughly one third of the total number

7 MÖRNER, op.cit., 40 (Map 2)

of the emigrants returned home after a while then cc. 400–500 000 "Syrian" emigrants were still left in the Americas at the beginning of World War I.⁸

U.S.A. statistics have kept a record of immigrants from the empire of Turkey since 1869. According to 1910 data 59 702 individuals from the foreign-born population originated from the Asian region of the empire. The 1920 statistics break down the data to countries: 3202 persons came from Palestine and 51 900 from Syria⁹. So if we take a rough estimation of 55–60 000 Syrian-Lebanese emigrants living in the U.S.A. then using Karpát's data we end up with cc. 350–440 000 Arabs settling down in Latin America until World War I.

The beginnings of Arabic emigration to America date back to 1861. The process grew to considerable proportions first at the end of the seventies, in 1878–79, then in 1884–85 it gained momentum and expanded. The increase is unbroken and continuous from the nineties to World War I., immigration reached a final peak in the period from 1908 to 1912.

The Arabic immigrants (just like the Italian, the Spanish or other nations) were attracted by the dynamically developing Latin-American countries, Argentina and Brazil in the first place. Estimations state that in Brazil in 1901 the Syrian-Lebanese community consisted already of 60 000 persons¹⁰. In Argentina between 1871–1880 the "Turks" gave 0,26% of the immigrants, between 1881–1890. the ratio was 0,42%, between 1891–1900., 1,79%; between 1901–1910, 3,78%; between 1911–1920, 4,87%¹¹. This means that between 1880–1914 at least 1500 – 2000 newcomer Arabic immigrants settled down in Argentina in each year. In the peak period of immigration numbers increase by leaps and bounds. Between 1910–1912, in a period of mere three years, 46 000 "Turks" arrived at the country¹².

Buenos Aires, Rio de Janeiro and Santos, the Brazilian coffee-port were the chief receiving harbours of "Turkish" immigrants in South-America. Until 1891 the Barcelona – Habana direction counted among the popular emigration routes as well. But in 1891 Spanish authorities forbade Arabic immigration to the Isle (and to the Philippines) so Arabic emigration starting from Barcelona turned towards the U.S.A. Further Arabic immigrants were received into Cuba only in the 20ieth century, after the island gained independence.

Until World War I. Syrian-Lebanese emigration was basically motivated by economic reasons but difficult and delicate religious affairs and religious quarrels of the

8 KARPAT, Kemal H., "The „Syrian" Emigration from the Ottoman State, 1870–1914" In: *Les provinces arabes et leurs documentaires à l'époque ottomane. Actes du 5^{ème} Symposium du Comité International d'Etudes Pre-Ottomanes et Ottomanes* (Tunis, 1984), 294

9 See e.g. MORISON, S.E. – COMMAGER, H.S., *The Growth of the American Republic* (Oxford UP, New York, 1962), Vol. II., 1017

10 KARPAT, op.cit., 293

11 SÁNCHEZ-ALBORNOZ, Nicolás, *La población de América latina* (Alianza Editorial, Madrid, 1977), 174

12 KARPAT, op.cit., 293

Middle East also had their share in it¹³. After the turn of the century when the presence of intellectuals among the Arabic immigrants in America became noticeable, political motivation, too, made its debut: protest against the Turkish rule was expressed in some papers of the emigrants. But until World War I. the decisive motives are to be found in the sphere of economy. The European demand for foodproducts, the expanding possibilities of exportation resulted in an agricultural boom in Syria and Lebanon in the second half of the 19th century inducing a minor agrarian revolution. Each patch of arable soil was subjected to cultivation; in the agricultural communities of the villages the struggle for land and for irrigation water intensified and often took on a religious tinge. A process of inner migration started as well. The economical possibilities attracted a considerable number of immigrants from other provinces, meanwhile a part of the original settlers were driven out from agriculture and tried to find a living in the rapidly developing harbour towns. A relative overpopulation of the harbour towns quickly ensued and this together with the existential uncertainty made up the actual starting-point of Arabic emigration to America.

Traditional communities disintegrated, bonds broke up, existential uncertainty and impoverishment threatened on one pole. The promised land of America, tempting possibilities in Argentina, Brazil and the U.S.A. lured on the other side. From the seventies onwards, in the cities of Europe (e.g. Liverpool, Genoa, Barcelona,) immigration agencies and shipping companies sent their Middle-Eastern agents to talk customers into the deal. For the most part these companies acted on behalf of private persons or private enterprises but sometimes even governments commissioned them to recruit immigrants.

Those choosing the great adventure to cross the ocean had to face a lot of difficulties. As a matter of fact, Syrian-Lebanese emigration was basically individual in character. No certain jobs waited for the immigrants in America, they had no contracts. Exceptions occured of course every now and then. Kemal H. Karpat mentions the name of Paulo Duval, a Brazilian landowner who wanted to recruit workers for his coffee-plantations with the assistance of the Ottoman authorities in 1908, because his earlier experiences with Armenian employees had been favourable¹⁴. Obtaining a passport (as mentioned above) raised heavyweight difficulties. Raising money for the costs meant similar problems. Arab emigrants usually had to turn all their belongings into cash and even borrow money to cover the costs of crossing and to have some reserve for a new start in the New World. The family, the relatives could sometimes help. The standard fee of crossing was 160 French francs but the agents often cheated their clients and wheedled more out of them.

The overwhelming majority of the Arab immigrants – contrary to the East-European immigrants or to the majority of the Italian immigrants – found jobs in Latin-America

13 FAOUR, Ali, "Les consequences sociales de l'emigration au Liban", *Cahiers de la Mediterranee*, No.44 (Juin 1992), 228

14 KARPAT, op.cit., 288

out of the agriculture. The big dream of the majority of European immigrants was to own land. Among the first generation of Arabs only those shared this dream who grew rich and considered the estate to be important to express their new social status in society. The majority of the "Turks" found living in the most dynamically growing branches of economy, in commerce, in the catering trade, in urban small-scale industry and in the new branches of industry moving in and expanding in Latin-America. These branches of economy were unknown for most of them in their homelands. This mobility caught the attention of Seymour Martin Lipset e.g. who states that the major part of Latin-American business elites comes from the representatives of smaller ethnicities (e.g. Jews, Arabs, Germans). Such immigrant groups (e.g. Italians, Arabs) played important roles in introducing new branches of industry and new enterprises which in the 19th century in the old home were not particularly well-known about their entrepreneur zeal¹⁵.

The overwhelming majority of the "Turks" of Latin-America became town-dwellers. A sizeable Arabic colony developed e.g. in Buenos Aires where Syrians concentrated in the district northward from Plaza de Mayo¹⁶. In Brazil, São Paulo, Santos, Rio de Janeiro attracted most the Arab immigrants but they also appeared in Amado's Bahia and in the small towns of Rio Grande do Sul. In São Paulo the Mercado-district became the centre of the Arabic domicile¹⁷. A considerable Lebanese colony developed in Montevideo as well. The "Turks" there excelled themselves in the textile-trade¹⁸. Though the immigrants (Arabs, Italians, Spanish and others as well) tended to concentrate in certain districts of towns, yet in the big cities of Latin-America no U.S.A.-like immigrant ghettos came into being.

The typical Arab career in Latin America started with travelling trade. The trader lugged along his meagre stock consisting of threads, needles, cheap textiles, household goods in a trunk on donkeyback and travelled from town to town, from plantation to plantation visiting places in the back of beyond. The figure of travelling trader often emerges in the works of 20th century Latin-American literature. In Traven's novel *The Barrow* (Der Karren) the Arab tradesman from Tabasco sells cheap Yucatan silk as French silk because he has already learned how to cheat Mexican small-town folks with his broken Spanish and his big voice¹⁹. Jorge Amado's tradesman sells brightly-coloured scarves, fake rings and necklaces, miraculous icons. His miserable stuff is the sole luxury of the plantation workers, of the people of the huts²⁰.

15 LIPSET, Seymour Martin, "Values, Education, and Entrepreneurship" In: *Elites in Latin America* (Oxford UP., New York, 1967), 24

16 SCOBIE, James R., *Argentina. A City and a Nation* (Oxford UP., London, 1971), 192

17 NEIF NABHAN, Neuza, "O imigrante árabe em São Paulo." *Leitura*, No. 9/107 (São Paulo, abril de 1991), 17-18

18 PENDLE, George, *Uruguay* (Oxford UP., London, 1965), 5.

19 TRAVEN, B., *A taliga / Der Karren* (Kossuth, Budapest, 1974), 225

20 AMADO, Jorge, *Arany gyümölcsök földje* (Európa, Budapest, 1975), 23-24

The next station of the career was to open a shop of his own in some town. In case of business success the tradesman could pay his debts and he could even bring in his brothers, his relatives from the old homeland. He developed his shop into a family enterprise. Their fancy stores are also immortalized by Latin American literature. Syrian traders have made a great impact especially on the world and imagination of Gabriel García Márquez. The "*street of the Turks*" with Syrian Moisés and his associates lounging before the shop and offering their goods is present in most of his major novels and short stories, Macondo, the darling town of his imagination included²¹.

In the next phase the successful tradesman developed into an entrepreneur. He switched to wholesale trade, purchased warehouses, obtained interests in the catering trade, bought hotels. Successful tradesman and entrepreneurs had their children educated, sent them to boarding schools and universities. Between the two World Wars, and after 1945, the representatives of the second generation acted not only on the business scenery but appeared in politics as well. Neuza Neif Nabhan describes a career like this²². His hero is *Salim*, the pater familias of a family which unites four generations in our day. He arrived at Santos via Genoa on board of an Italian ship at the end of the last century. From here he moved to São Paulo and started his Brazilian career as a small trader. At the outset his wife helped him in the shop whom he had got acquainted with in the local Arabic colony. Later his brothers emigrated to Brazil, too, and joined the business. Salim already could have his seven children educated. Appropriate to business interests the eldest was trained to be a bookkeeper but the family produced a doctor and a teacher as well. The grandchildren entered politics, one of them became a high-rank administrator of the state of São Paulo. In literature Amado's hero, Syrian *Nacib* is the embodiment of this ambitious type. Nacib's father used to sell cloth in a small shop. But Nacib himself got fed up with selling cloth, bought a bar from his inheritance, at the end of the novel he owns also a restaurant and he is dreaming of buying soon a cocoa plantation²³. A similar family history unfolds in the novel "*The Chronicle of an Announced Murder*" (*Crónica de una muerte anunciada*) by García Márquez. The hero *Santiago Nasar* is of Syrian origin²⁴.

The Arabic tradesmen appeared in almost every Latin-American country and they were mostly successful even in those regions (e.g. in Mexico, in Central America, in Colombia) where immigration played otherwise minor role until World War I. Around 1898 a small group of the subjects of the Ottoman Empire settled down in the Republic

21 See: GARCÍA MÁRQUEZ, Gabriel: *Száz év magány* /Cien años de soledad/ (Magvető, Budapest, 1971), 298; *Macondóban hull az eső* (Európa, Budapest, 1992 – short stories), e.g. 229–230; etc.

22 NEIF NABHAN, op.cit.

23 AMADO, Gabriela, 44–45, and further.

24 GARCÍA MÁRQUEZ, *Egy előre bejelentett gyilkosság krónikája* /Crónica de una muerte anunciada/ (Magvető, Budapest, 1982)

of Dominica²⁵. Their success is indicated by the fact that in the thirties Arabic investments held eighth place among all foreign investments of the country²⁶. The small Arab groups immigrating into the Central American republics first found jobs in coffee production and other agricultural branches, but quite soon they began to trade and became the salesmen of big foreign companies²⁷.

The history of the Haiti Arab colony is particularly interesting. In the last decade of the 19th century Syrian-Lebanese traders settled there. As to their numbers, estimations range from a couple of hundreds up to 15 000. According to B. Gayle Plummer the Syrian-Lebanese community was the most numerous in 1903 with its 6000 numbers. This is a very big number if we take it into consideration that the overall number of foreigners living in the black republic did not exceed 10 000²⁸. In a couple of years the Arabs got the monopoly of small trade and drove Haiti traders off the business. By the early 20th century the most prosperous traders played a role in wholesale export-import trade as well. They started their wholesale activity usually as the agents of American, French and British companies but in a short time they challenged the Martinique- and Guadeloupe-resident French companies as serious rivals. In their frequent conflicts with the Haiti government and the local tradesmen they were aided by the embassies of Great-Britain, France and especially of the U.S.A. several times²⁹. From the beginnings of the 20th century they influenced Haiti politics with money, and in 1912 they participated in a plot against the president of the country. After the American occupation of Haiti (1915) the "Syrians" supported American politics³⁰. Their activities and behaviour induced such widespread resistance and aversion that in the early years of the 20th century a newspaper bearing the title "*L'Antisyrien*" was published for some time³¹.

Adaptation to the local societies was made easier for the first generation of Arabs immigrating to Latin America by a certain amount of familiarity in the receiving culture. Elements of Arabic culture appeared in Latin America sooner than the Arabs themselves since in the colonial period the Spanish and Portuguese transplanted many of its iberized characteristics to the New World. It is also very important that until World War I. xenophoby did not play a major role in Latin American societies. At the beginning of the 20th century in certain countries (e.g. Argentina) laws were enacted

25 *The Cambridge History of Latin America* (Cambridge UP., Cambridge, etc., 1986), vol. V., 293. Further: *Cambridge*.

26 FRANCO, Franklin J., *República Dominicana. Clases, crisis y comandos* (Casa de las Américas, La Habana, 1966), 45

27 *Cambridge*, vol. V., 216

28 PLUMMER, Brenda G., "The Metropolitan Connection: Foreign and Semiforeign Elites in Haiti, 1900-1915." *Latin American Research Review*, 1984/2, 125

29 *Ibid.*, 132

30 CASTOR, Suzy, *La ocupación norteamericana de Haití y sus consecuencias, 1915-1934* (Casa de las Américas, La Habana, 1978), 19, 23, 43

31 *Cambridge*, vol. V., 317

to control and restrict the activities of foreigners but these laws were not directed particularly against the Arabs. Until World War I. Latin American states did not even lay stress on the immigrants acquiring citizenship. Conflicts between immigrants and locals were triggered off in most cases by the economic success of the former as it is demonstrated by the Haiti case mentioned above. Similar motivation started the 1919 Buenos Aires pogrom as well in which the victims were Jewish traders almost exclusively (cc. 10 persons were injured)³².

Adaptation, protection of interests and preservation of identity was evenly served by the societies, mutual aid associations, shools, papers etc. of the immigrants. Orthodox Christian Arabs in São Paulo as early as 1897 secured a chamber for divine service and later they built a church of their own. Simultaneously they founded the Orthodox Society (*Sociedad Ortodoxa*) which gave a framework to religious life and organized the social life of the community as well. Also in 1879 in São Paulo the *Syrian – French School* was founded and a year later the so-called *Chediak School* as well. The *Sociedade Beneficente Siria* in the town of Franca and the *Sociedade Maronita de Beneficência* in São Paulo counted among the mutualist associations³³.

Similar societies were established all over Latin America. But e.g. in Cuba the self-organizing process is lagging behind that of Brazil. In Cuba the first Arabian society, the *Sociedad Progreso Sirio* was set up in 1918. *Sociedad Palestina* followed in 1919, *Sociedad Libanesa de La Habana* in 1920, the latter being the most powerful Arab society in Cuba (since 90% of the Arabs living in Cuba came from Lebanon). Between the two World Wars Arab societies were established in several big cities of the country as well, e.g. in Santiago de Cuba, in Santa Clara, in Manzanillo and in Ciego de Ávila which was one of the most important centres of the Arabs living in Cuba³⁴.

The first generation of the immigrants held two languages and two souls. The different languages separated yet two different worlds. Spanish or Portuguese was used on the street, in business life, in short: in public. Arabic stayed the language of the family, of the wider ethnic community. This situation is reflected in the early newspapers of the emigration: some of them were Arabic, others bilingual, using Arabic and the language of the receiving country. At the end of the 19th century in Brazil not less than seven Arabic papers were published in the state of São Paulo alone³⁵. In Argentina the Buenos Aires Arab community ran two newspapers³⁶.

The so-called "Turks" were assimilated with relative facility. This is partly due to the fact that they were similar to the southern Europeans who gave the majority of immigrants not only in their skin colour but in their mentality as well. It was also important that the majority was Christian (Maronite or Orthodox) so they adapted

32 MÖRNER, op.cit., 75

33 NEIF NABHAN, op.cit., 18

34 *Sociedades arabes de Cuba*. Apuntes históricos (La Habana, 1988), /brochure/.

35 NEIF NABHAN, op.cit., 18

36 KARPAT, op.cit. 297

themselves easily to the basically Catholic societies of the receiving countries. A considerable number of them quickly Spaniardized their names, e.g. by translating it to Spanish. Others obtained Spanish names through the customs officers or the civil servants processing naturalization who did not understand or misunderstood the Arabic names, so transcribed them according to their own fantasy. The name-changing process was quite extensive. Its scope can be demonstrated by the fact that after World War II. in certain countries the Arabic communities published indexes which listed Arabs with Spanish names as well. On the one hand this served saving the self-identity of Syrian-Lebanese communities, on the other, it was a guide for enterpreneurs from the Middle East who were looking for business contacts with Syrian-Lebanese traders of Latin America. This happened e.g. in Mexico where in 1948 the Syrian-Lebanese community conducted a detailed self-survey³⁷.

In the beginning the immigrants married almost exclusively within the Arabic community or they brought brides from the Middle East. After World War I. this exclusiveness gradually loosened, the process running parallel with the integration into the society of the receiving country. According to Sánchez-Albornoz between 1934-39 already 54% of men of Syrian descent living in São Paulo married Brazilian women. Similarly to other immigrant ethnicities, women tended rather to stay within their own ethnic group, more than 80% married Arabs. Social prejudices or the more conservative upbringing of Arabic women were responsible for this only to a certain extent. The main reason is that the male members of the Arabic community still preferred to choose their spouse within their own ethnic group if possible. Yet on the whole the Syrian community was far more open than the Far-Eastern or Middle-European (Hungarians included). For example, in the given period only 18,9% of Hungarian immigrant males marrying in São Paulo chose Brazilian spouses, all the others insisted on having Hungarian brides. Among Hungarian females the rate of inter-marriage with Brazilians was even lower, a mere 11,1%³⁸.

In the life of the second and third generation the process of integrating into the society of the new homeland accelerated considerably in spite of the renewing waves of immigrants joining the pioneers between the two World Wars and after 1945. This continuous immigration process has resulted in a sizeable Arabic community in Latin America by our time. Accurate figures are not to be found. But the *Cultural Union of the Lebanese of the World* (*Union Culturelle Libanaise dans le Monde*) in the mid-seventies estimated the total number of Lebanese immigrants and their offspring 2 million in Brazil, 400 000 in Argentina and 78 000 in Mexico³⁹. Multitudinousness, double identity with attachment to the old homeland and to Latin America as well, and the vivid diplomatic activities of the newly-independent Arabic countries triggered the process when the local unions and societies organized themselves into national

37 MÖRNER, op.cit.,73

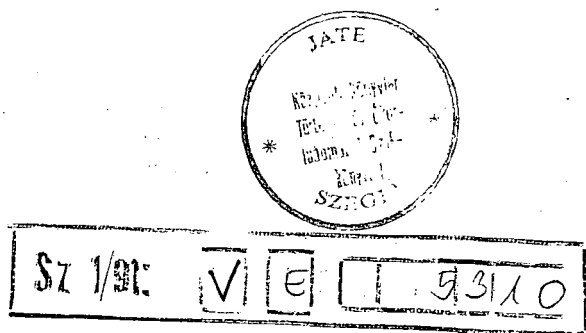
38 SÁNCHEZ-ALBORNOS,op.cit.,177

39 Quoted by FAOUR,op.cit. 242,note 27

associations in the 1970-ies. In our day twenty countries have their national-level associations which unite altogether 1,5 million Arabs in North- and South-America according to their own estimation. Argentina was the first country where a national-level association of the Arabs was established in 1972 (*Federación de Entidades Arabes en Argentina*). This association took the initiative in organizing the first Pan-American Congress of the Arabs which whereupon set up the continental organization uniting the national associations in 1973 in Buenos Aires (*FEARAB-AMÉRICA*)⁴⁰.

In spite of the efforts to save and keep double identity the attachment to the old homeland is gradually losing strength. E.g. in Cuba (and in other countries as well) the associations of Arabs organize language courses in order to teach basic Arabic to the members of the community to help them to keep their Arab identity this way.

The integration of "small emigrations" into Latin American societies is indicated by the assimilation process or by the fact that in the 1990ies the first men of tree countries have come from their ranks. Peruvian president Fujimori has Japanese ancestors, Paraguay president Wazmossy has some Hungarian blood in his veins and the president of Argentina, Carlos Menem is of Arabic descent.



⁴⁰ AYÚS GARCÍA, Juan, "Congreso Panamericano Árabe" *El Árabe*, No.31(1988), 2-3 ; FEARAB AMERICA /brochure/.

XB 134954